

La révolution russe et l'institution révolutionnaire

René Berthier



Introduction

On n'en aura sans doute jamais fini de parler et d'écrire sur la révolution russe. Elle fut un des événements les plus marquants du XX^e siècle. Bien qu'on puisse considérer que c'est de « l'histoire ancienne », et malgré la tendance regrettable de l'époque actuelle qui considère inutile de connaître le passé, les événements de 1917 en Russie constituent encore aujourd'hui un sujet de réflexion incontournable pour quiconque s'intéresse aux formes institutionnelles adoptées par le mouvement populaire, mais aussi aux formes qu'il pourrait adopter dans l'avenir.

La révolution russe a posé toutes les questions, soulevé tous les problèmes. Elle a mis en œuvre un ensemble étonnant d'instances dans lesquelles la classe ouvrière, mais aussi la paysannerie, a tenté à la fois de survivre et d'assurer son avenir :

- Les coopératives, dont on ne parle jamais mais dont un important réseau s'étendait sur le pays ;
- Les soviets, une institution totalement étrangère au projet social-démocrate, et que les bolcheviks ont tout d'abord tenté d'occulter parce qu'ils faisaient concurrence au part ;
- Les comités d'usine ;
- Les syndicats ;
- Et évidemment les partis politiques.

A l'exception des partis, qui sont des structures affinitaires, toutes les autres institutions constituant, peu ou prou, des structures de classes constituées naturellement par le mouvement populaire pour répondre à des objectifs concrets qui ne relèvent pas de l'opinion.

Or, l'examen des événements montre que les partis politiques se sont évertués à assujettir systématiquement ces structures de classe qu'ils n'ont pas créées, se comportant ainsi comme de véritables parasites.

La domination d'un seul parti sur l'Etat qui s'est créé à la suite du coup d'Etat d'Octobre – à laquelle quelques bolcheviks se sont opposés – a conduit très rapidement à la mise en place d'un système totalitaire au sein duquel très rapidement aucune voix discordante n'était permise. Ceux des militants syndicalistes ou politiques européens qui ont donné leur soutien à ce régime ont feint d'oublier que la Tchéka fut créée en décembre 1917 et que dès la fin de 1918 le mouvement ouvrier russe était écrasé et que toutes les institutions qu'il avait créées avaient été détruites ou se trouvaient contrôlées par des fonctionnaires nommés par l'Etat.

R.B.
Novembre 2011

L'IDÉE DE SOVIET ÉTAIT UNE IMPORTATION RÉCENTE dans l'idéologie bolchevik¹. L'histoire de la révolution russe révèle le conflit permanent entre les formes organisationnelles naturelles du prolétariat, ses organisations de classe, créées par les besoins de la lutte ou par le besoin de survivre, et les groupements idéologiques, les partis, qui vont tenter en permanence d'en capter la force collective pour mettre en œuvre une politique décidée en dehors des organisations de classe. Il s'agit littéralement d'un conflit entre la société civile en construction et l'Etat en projet. Ce conflit allait très rapidement trouver son issue, dès la fin de 1918, par la subordination complète de la société civile et des institutions révolutionnaires à l'appareil d'Etat et au parti communiste. C'est ce processus que nous allons tenter de décrire.

Trois types d'institution existent à ce moment-là : les soviets, les syndicats, les comités d'usine, auxquels on peut ajouter les coopératives qui jouent un rôle considérable dans le maintien d'un semblant d'activité dans le chaos ambiant. Le parti bolchevik va sans cesse fluctuer dans ses prises de position concernant ces différentes institutions, en fonction de nécessités essentiellement tactiques. En gros, ils attaqueront celles dans lesquelles ils ne sont pas majoritaires et feront la promotion de celles qu'ils dominent.

Les syndicats en Russie ne jouent pas un grand rôle dans le mouvement ouvrier russe avant 1917 ; ils sont persécutés et réprimés sous le tsarisme, condamnés à la clandestinité. En outre, l'industrie russe est récente, l'expérience syndicale du prolétariat est faible. La clandestinité à laquelle les syndicats sont contraints favorise l'émergence de groupes politiques radicalisés constitués d'ouvriers politisés et prêts à risquer leur liberté : ce sont ces militants qui constituent l'épine dorsale du syndicalisme, ce qui explique que les syndicats sont placés sous la dépendance du mouvement politique. Dès le début de la révolution, les syndicats sont étroitement contrôlés par les organisations politiques, qui vont y introduire leurs méthodes, inspirées du parlementarisme.

Les syndicats s'accroissent considérablement après février pour atteindre 1,5 million d'adhérents, mais la lutte syndicale, au sens traditionnel, est en quelque sorte désamorcée par le fait que tout gréviste est menacé par la mobilisation dans l'armée ; en outre, l'effondrement total de l'économie,

¹ Le présent texte constituait un chapitre de *Octobre 1917, le Thermidor de la Révolution russe* (Éditions CNT région parisienne). Il a cependant fait l'objet de quelques modifications et ajouts.

l'inflation galopante, la rareté des biens de consommation rendaient la lutte revendicative parfaitement inutile et incitaient à une remise en cause globale du système.

Les comités d'usine et d'atelier, les conseils ouvriers et les conseils des anciens apparaissent dans tous les grands centres urbains. La plupart du temps ils se créent tout simplement parce que les propriétaires ou directeurs ont disparu après la révolution de février. Ceux qui sont ensuite revenus ont en général récupéré leurs fonctions, mais ont dû faire avec les comités d'usine qui s'étaient constitués dans l'intervalle. Dès le début, ces derniers ne se sont pas limités à la question des salaires mais ont abordé l'organisation du travail, prérogative de la direction.

La première grande bataille des comités d'usine eut lieu en mars sur la question de la journée de huit heures. Certains patrons ont signé des accords dans ce sens mais d'autres ont catégoriquement refusé, sous prétexte que l'affaire était trop importante pour être réglée entre patrons et ouvriers et que c'était une affaire d'Etat. A Petrograd la journée de huit heures devint cependant la règle, avec ou sans l'accord des patrons, parfois imposée unilatéralement. L'existence de comités d'usine était cependant perçue comme une menace à la fois par les patrons et l'Etat.

Le 2 avril 1917 eut lieu une conférence préparatoire des comités d'usine des industries de guerre de Petrograd, à l'initiative des ouvriers du département de l'artillerie. La conférence vota une « constitution d'usine » qui déclarait notamment que « du comité d'usine viennent toutes les ordonnances concernant le règlement intérieur fixé par la loi, comme la réglementation du temps de travail, les salaires, l'embauche, le licenciement, les congés etc., avec notification au directeur de l'usine ou de la section ». Il est stipulé également que « tout le personnel administratif : cadres supérieurs, chefs de section ou d'atelier, techniciens est engagé avec l'accord du comité d'usine qui doit en faire la déclaration lors de la réunion générale de toute l'usine, ou par l'intermédiaire des comités d'atelier ». « Le comité d'usine contrôle l'activité de la direction dans les domaines administratifs, économiques et techniques (...) Pour le tenir au courant, tous les documents officiels de la direction, le budget de production et le détail de tous les articles qui entrent ou sortent de l'usine doivent être présentés au représentant du comité. »

Ainsi, lorsque Lénine, arrivé en Russie, publie ses fameuses thèses d'avril dans lesquelles il déclare que la tâche immédiate est « non pas d'"introduire" le socialisme mais uniquement de passer tout de suite au *contrôle* de la production sociale et de la répartition des produits par les soviets des députés ouvriers », il préconise des mesures qui sont déjà en retrait par rapport à celles qui sont appliquées sur le terrain.

Le gouvernement provisoire tente de restreindre le champ d'action des comités par une loi votée le 23 avril, mais les ouvriers n'en tiennent pas

compte et déterminent leurs propres lois dans le cadre de leur constitution d'usine, en fonction des rapports de force. Le patronat et la presse bourgeoise réagissent fortement contre les comités d'usine et la journée de huit heures. Alors que les soldats sont au front, la presse présente les ouvriers comme des paresseux qui ont des revendications abusives. De nombreux comités d'usine réagirent en invitant des délégués de soldats à visiter les usines pour qu'ils se rendent compte des conditions de vie et de travail des ouvriers.

La fonction des comités d'usine n'est pas définie de façon homogène partout, elle varie selon les lieux, mais il se fait une intense réflexion au sein de la classe ouvrière. A Kharkov, en province, une conférence des comités d'usine affirme que « les comités d'usine doivent prendre en main la production, la sauvegarder, la porter à son point maximum ».

En général, les délégués bolcheviks tentent de freiner l'ardeur des ouvriers qui veulent étendre au maximum la fonction des comités. Les positions de Lénine ne font que suivre le mouvement², mais le contrôle ouvrier est perçu par Lénine comme un prélude à la nationalisation. Dans « La ruine est imminente »³, un projet de programme pour le parti, Lénine appelle à la « participation » inconditionnelle des travailleurs au contrôle des cartels qui pourrait être obtenue par un décret qui pourrait être rédigé « en un seul jour ». L'idée qu'un décret peut résoudre presque instantanément un problème revient fréquemment dans la littérature léninienne de l'époque.

Ceux qui appellent à une extension maximale des fonctions des comités d'usine sont toujours des non-bolcheviks, soit des libertaires, soit des travailleurs sans parti.

Du 30 mai au 5 juin 1917 a lieu la 1^{re} conférence des comités d'usine de Petrograd. La moitié des comités représentés viennent de l'industrie mécanique. Les délégués bolcheviks sont majoritaires et leurs interventions tournent autour de la nécessité de « rétablir l'ordre » et de « maintenir la production », thèmes qui préfigurent celui de la direction uninominale, la direction par un seul homme nommé par l'Etat, que Lénine introduira plus tard. L'idée que le contrôle ouvrier est un moyen pour apprendre à réaliser une économie socialiste fait cependant son chemin.

Les bolcheviks ne s'opposent pas ouvertement aux comités d'usine. Ils ont en vue une économie étatisée, hiérarchisée, dans laquelle les comités, comme toutes les autres instances prolétariennes, ne sont que des rouages de transmission. Les socialistes modérés, obligés de s'en accommoder, tentent également d'en limiter le rôle : « la régulation et le contrôle de l'industrie,

2. Cf. « Les tâches du prolétariat dans notre révolution », 10 avril 1917, tome 24, pp. 47-84.

3. 27 mai 1917, tome 24, pp. 404-406.

c'est l'affaire de l'Etat » déclare lors de la conférence le ministre menchevik du travail, tenant un langage absolument identique à celui des bolcheviks une fois qu'ils prendront le pouvoir. Les syndicalistes ne voient pas non plus d'un œil favorable les comités d'usine, qui les concurrencent, et souhaitent les voir constituer « les cellules de base des syndicats », selon les termes d'un syndicaliste. Cette idée fut, lors de la conférence, violemment critiquée par les participants, y compris par les bolcheviks. C'est que, à cette époque, les syndicats étaient pour l'essentiel sous influence des mencheviks.

Concernant les institutions prolétariennes qui se créent à alors – soviets, comités d'usine, syndicats –, les positions qu'adoptent les partis politiques qui se concurrencent pour le pouvoir ne dépendent pas de la plus ou moins grande adéquation de ces institutions par rapport au but poursuivi. Le seul critère de soutien ou de rejet dépend du degré de contrôle que chaque parti exerce ou espère exercer sur ces institutions.

Le discours de Lénine à la 1^{re} conférence des comités d'usine préfigure la politique qui sera appliquée après Octobre : le contrôle ouvrier signifie qu'« une majorité d'ouvriers doivent entrer dans les institutions responsables et que l'administration devrait rendre compte de ses actions aux organisations ouvrières les plus représentatives »⁴ Dans cette formulation, il est clair que « l'administration » est une puissance tutélaire qui ne laisse que peu de marge de manœuvre aux comités.

La résolution finale de la conférence est un texte de compromis qui n'interdit aucun développement ultérieur : les comités d'usine sont définis comme des organisations de lutte, élues sur la base de la démocratie la plus large, avec une direction collective, dont l'objectif est la création de nouvelles conditions de travail, l'organisation d'un contrôle minutieux des travailleurs sur la production et la distribution. Cette résolution réclame également une majorité prolétarienne dans toutes les institutions ayant un pouvoir exécutif. Les comités d'usine s'étendront considérablement dans les semaines suivantes et, parfois, ils évinceront les directions, prenant en charge le fonctionnement des usines.

Les dirigeants syndicaux considéraient avec méfiance les comités d'usine. Une conférence syndicale tenue à Petrograd fin juin et début juillet 1917 (20-28 juin, 3-11 juillet) devait rappeler que « les syndicats défendent les droits et les intérêts de la classe ouvrière (...) et ne peuvent donc assumer des fonctions administratives et économiques dans la production »

4. Discours prononcé à la 1^{re} conférence des comités d'usine de Petrograd, 31 mai 1917, t. 24, pp. 574-575.

(3^e conférence panrusse des syndicats). Le rôle des comités d'usine devrait se cantonner à vérifier que les lois pour la défense des travailleurs et les conventions collectives soient respectées et à veiller à ce que tous les travailleurs de l'entreprise adhèrent aux syndicats, à « travailler pour renforcer et développer les syndicats, contribuer à l'unité dans leur lutte » et « renforcer l'autorité des syndicats aux yeux des travailleurs inorganisés ». Ce sont les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires qui dominent cette conférence alors que les bolcheviks sont bien implantés dans les comités d'usine : ceci explique cela. Mencheviks et socialistes-révolutionnaires insistaient pour que les comités d'usine soient élus sur la base de listes présentées par les syndicats.

Les bolcheviks voulaient que l'administration centrale des syndicats soit flanquée de « commissions de contrôle économique », composées de membres de comités d'usine, chargées de coopérer avec les syndicats dans l'entreprise. Les comités d'usine rempliraient une fonction de contrôle pour les syndicats, mais dépendraient d'eux financièrement.

La conférence créa un Conseil panrusse des syndicats dont les représentants étaient élus proportionnellement à l'importance numérique des diverses tendances politiques en concurrence, ce qui équivalait à introduire dans le syndicalisme les méthodes du parlementarisme et à abandonner les critères de classe.

« Les bolcheviks jouaient alors sur les deux tableaux, cherchant à étendre leur influence, et dans les syndicats, et dans les comités ; et quand la poursuite de ce double objectif exigeait qu'ils tiennent deux langages différents, ils n'hésitaient pas à le faire. Dans les syndicats étroitement contrôlés par les mencheviks, les bolcheviks demandaient une large autonomie pour les comités d'usine ; dans les syndicats qu'ils contrôlaient eux-mêmes, ils montraient infiniment moins d'intérêt pour la chose⁵. »

Les comités d'usine réussissent à résister contre leur subordination aux syndicats grâce à une alliance entre les anarchistes et les bolcheviks, les premiers s'opposant à leur subordination par principe, les seconds par tactique. C'est surtout dans la construction mécanique que cette résistance fut la plus forte et que les comités d'usine atteindront leur plus fort développement. C'est aussi dans ce secteur que les bolcheviks, une fois au pouvoir, auront le plus de mal à se débarrasser des comités d'usine autonomes.

5. Maurice Brinton, « Les Bolcheviks et le contrôle ouvrier, 1917-1921 », *Autogestion* n° 24-25.

Du 7 au 12 août se tient la « 2^e conférence des comités d'usine de Petrograd, ses environs et les provinces voisines », qui décide qu'une part des salaires de tous les travailleurs (0,24 %) servira à soutenir un soviet central des comités d'usine, ce qui les rendaient indépendants des syndicats. L'initiative venait des militants bolcheviks, ce qui suscita la méfiance de nombreux travailleurs pourtant convaincus de la nécessité d'une coordination des comités d'usine. Cette conférence adopte un grand nombre de résolutions qui accordent en fait au comité d'usine les pleins pouvoirs en matière d'organisation et d'administration dans l'entreprise, laquelle continue cependant d'être détenue par son employeur.

Les comités d'usine étaient engagés dans une logique qui les poussait inexorablement à l'expropriation des patrons : cela ne pouvait pas rester sans réponse de la part du gouvernement provisoire. Une campagne est lancée en août 1917 contre les comités d'usine dans les chemins de fer, et le vice-ministre de la Marine propose la proclamation de la loi martiale dans ce secteur et la dissolution des comités – mesures que Trotski proposera également en 1920...

L'état catastrophique des chemins de fer est attribué aux comités d'usine : « ... la substitution du pouvoir du patron par la direction des ouvriers est la destruction de l'ordre normal de la vie économique de toute entreprise » déclare Struve, un économiste bourgeois. Une conférence patronale crée l'Union des associations patronales, dont la mission déclarée est « l'élimination de l'ingérence des comités d'usine dans les fonctions patronales »⁶.

Golos Trouda, le journal de l'Union de propagande anarcho-syndicaliste, dont le premier numéro est paru le 11 août, publie le 25 août un éditorial dans lequel on peut lire ceci :

« Nous disons aux ouvriers, aux paysans, aux soldats, aux révolutionnaires russes : avant tout et surtout, *continuez la révolution*. Continuez à vous organiser solidement et à relier entre eux vos organismes nouveaux : vos communes, vos unions, vos comités, vos soviets. Continuez – avec fermeté et persévérance, toujours et partout – à participer de plus en plus largement, de plus en plus efficacement, à l'activité économique du pays. Continuez à prendre entre vos mains, c'est-à-dire entre les mains de vos organisations, toutes les matières premières et tous les instruments indispensables pour votre travail. Continuez à éliminer les entreprises privées. Continuez la révolution ! N'hésitez pas à affronter la solution de toutes les questions brûlantes de l'actualité. Créez partout les

6. Cité par A.M. Pankratova, *Autogestion* n° 34, décembre 1967, p. 25.

organes nécessaires pour réaliser ces solutions. Paysans, prenez la terre et mettez-la à la disposition de vos propres comités. Ouvriers, préparez-vous à mettre entre les mains et à la disposition de vos organismes sociaux – partout sur place – les mines et le sous-sol, les entreprises et les établissements de toutes sortes, les usines et les fabriques, les ateliers, les chantiers et les machines ⁷. »

En novembre, le journal anarcho-syndicaliste presse les travailleurs à « organiser la vie économique et sociale du pays sur des bases nouvelles. Alors commencera à se réaliser facilement, et d'une façon naturelle, une sorte de "dictature du travail". Et le pays saura, peu à peu, s'y faire. »

De nombreuses grèves éclatent à cette époque, chez les tanneurs et dans le textile, à Moscou, dans la construction mécanique à Petrograd, le pétrole à Bakou, les mineurs du Dombas. A chaque fois, les patrons font des concessions sur les salaires mais refusent de reconnaître les comités d'usine, dont l'existence est une entrave à leur pouvoir dans l'entreprise. De plus en plus, l'idée que les soviets doivent prendre le pouvoir s'affirme, car les travailleurs se rendent compte que la lutte pour la « constitution d'usine » ne peut s'accomplir que si la classe ouvrière devient maîtresse collective de l'économie.

Le 28 août, la campagne de la presse bourgeoise contre les comités d'usine et « l'anarchisme dans la classe ouvrière » atteint son paroxysme lorsque le ministre du Travail, le menchevik Skobelev, interdit les réunions pendant les heures de travail et autorise les patrons à déduire du salaire des ouvriers le temps qu'ils consacraient aux comités d'usine.

Cette décision, particulièrement inopportune, survenait dans un contexte où les modérés reprenaient du poil de la bête : les bolcheviks et les anarchistes avaient été réprimés après les manifestations de juillet, Lénine était en exil ; une conférence d'Etat avait été convoquée, destinée à « réunir les forces vives du pays » mais dans laquelle ouvriers, paysans, soldats, représentés au soviet, s'étaient vu attribuer seulement 10 % des sièges.

Mais la décision d'éliminer les comités d'usine survenait aussi au moment où le général Kornilov marchait sur Petrograd et où le gouvernement provisoire, affolé, comprenant enfin que son existence était menacée, opère un revirement aussi opportuniste qu'unitaire en proposant aux bolcheviks un front commun contre le général.

Les socialistes modérés, au gouvernement provisoire, s'étant complètement discrédités, il n'y a donc rien d'étonnant que les bolcheviks obtiennent en septembre la majorité dans les soviets de Petrograd.

7. Cité par Voline, *La révolution inconnue*, ch. 6.4

Le 10 septembre a lieu la 3^e conférence des comités d'usine, qui débat essentiellement des circulaires du gouvernement provisoire limitant le pouvoir des comités d'usine. Un menchevik explique que ces circulaires ne privent pas les travailleurs du *droit de contrôle* sur l'embauche et les licenciements, mais seulement du droit d'embaucher et de licencier... position que les bolcheviks défendront eux-mêmes peu après.

Pour tenter de briser les comités d'usine, les patrons pratiquent de plus en plus le lock-out. Entre mars et août 1917, 568 entreprises employant plus de 100 000 ouvriers fermèrent ainsi, et plus encore les mois suivants, le plus souvent pour riposter contre l'existence des comités, mais aussi, il faut le dire, parfois par manque de combustible et de matières premières. Les fermetures d'usines pour ces raisons-là furent souvent mises sur le compte de l'incapacité des comités d'usine à organiser la production. En réalité, elles eurent lieu dès avant la révolution et furent causées par les déficiences structurelles de l'économie et du capitalisme russes : éloignement des sources d'approvisionnement, bas niveau productif, désorganisation politique. La révolution de février n'avait fait que mettre en relief une situation qui existait déjà.

Il est vrai que le mouvement des comités d'usine n'a pas abouti à une prise en main généralisée et immédiate de la production, des transports et des services et à la mise en œuvre de l'approvisionnement des villes en nourriture, comme ce fut le cas lors que la révolution espagnole. Le prolétariat espagnol avait bénéficié de 70 ans de propagande libertaire, qui avait expliqué inlassablement qu'il fallait s'emparer des moyens de production – les usines et la terre – et les collectiviser. Dès le lendemain de l'insurrection en Catalogne le prolétariat sut ce qu'il fallait faire. Le prolétariat et la paysannerie russes n'avaient pas la même expérience historique, les anarchistes russes ne tenant pas, comme leurs camarades espagnols, leur filiation théorique de l'expérience d'une puissante section de l'AIT. La propagande marxiste, par ailleurs, ne s'était *jamais* préoccupée de ce qu'il faudrait faire le lendemain de la révolution, en dehors de quelques considérations générales sur les nationalisations. La propagande marxiste n'a en particulier jamais tenté d'introduire dans la paysannerie la notion de collectivisation.

On peut dire que, sur le plan des principes, le marxisme, toutes tendances confondues, se préoccupait essentiellement de la prise en main de l'Etat, qui réaliserait par en haut la transformation de la société, alors que le projet libertaire consiste à prendre en main la société en la transformant par en bas, réalisant de ce fait l'abolition de l'Etat.

Lénine au début parle beaucoup de contrôle ouvrier, mais dans un sens restrictif. A la fin de septembre 1917, il écrit « Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ? » dans lequel il affirme que « la prise du pouvoir dans sa totali-

té par les seuls bolcheviks est non seulement une question tout à fait fondée, mais encore une question d'une actualité pressante ». La principale difficulté de la révolution est, à son avis, de « réaliser à l'échelle nationale l'inventaire et le contrôle le plus précis et le plus scrupuleux, le *contrôle ouvrier*, de la production et de la répartition des produits ». La remise en marche de l'économie est *toujours* conçue comme un processus partant du haut. Le contrôle ouvrier n'est en aucune manière la gestion ouvrière.

L'expression « contrôle ouvrier » soulignée par Lénine lui-même, semble être plaquée là pour suivre la mode du jour, mais n'a en fait aucun sens. D'ailleurs Lénine se défend de tomber dans le « syndicalisme » : « Quand nous disons : "contrôle ouvrier", ce mot d'ordre étant toujours *accompagné* de celui de la dictature du prolétariat, le *suivant* toujours, nous expliquons

par là de quel Etat il s'agit. » Sachant que le pouvoir sera détenu « dans sa totalité par les seuls bolcheviks » (*sic*), on comprend que le contrôle ouvrier se limitera à une fonction passive des travailleurs.



(Bourgeois, Prêtre, Koulak tirant Kolchak.) (1919). Source : NYPL Digital Gallery.

Toute la littérature de Lénine sur les comités d'usine, comme d'ailleurs sur le socialisme en général, réduit ceux-ci à une sorte de « technologie sociale » qui se résume au *recensement* ⁸, au travail de statistique et d'enregistrement, de centralisation ⁹. Le socialisme, dans l'esprit de Lénine, est une immense administration à l'échelle de la société tout entière dominée par un parti unique, qui met en œuvre une technique de gouvernement

-
8. Sous la dictature du prolétariat le contrôle ouvrier devient le « recensement national, général, universel, le plus minutieux et le plus scrupuleux de la production et de la répartition des produits. » (Lénine, « Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ? »)
 9. « Vouloir prouver aux bolcheviks, centralistes par conviction, par leur programme et par leur tactique de tout le parti, la nécessité de la centralisation, c'est vraiment enfoncer une porte ouverte », dit Lénine. (« Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ? »)

fondée sur le recensement et la statistique. Il n'est *jamais* question des modalités de détermination de la politique de cette administration par les masses populaires, puisque le parti unique, centralisé, détient seul la capacité de décision. La démocratie consiste à appuyer les positions du parti, puisque le parti est l'expression de la volonté des masses (que cela leur plaise ou pas).

Cet appareil administratif n'est d'ailleurs pas créé pour l'occasion, il est emprunté à l'Etat capitaliste : on « s'appuie sur les conquêtes déjà réalisées par le grand capitalisme » : « Le capitalisme a créé des *appareils* de contrôle sous forme de banques, de cartels, service postal, coopératives de consommation, associations d'employés. *Sans les grandes banques, le socialisme serait irréalisable.* » « Les grandes banques *constituent* l'“appareil d'Etat” dont nous *avons besoin* pour réaliser le socialisme et que nous *pre-nons tout prêt* au capitalisme : notre seule tâche est alors de *retrancher* de cet excellent appareil d'Etat ce qui en *fait un monstre capitaliste*, de le *renforcer encore*, de le rendre plus démocratique, plus universel. »

Une banque d'Etat ayant ses ramifications dans chaque canton, chaque usine, « voilà déjà les neuf dixièmes de l'appareil *socialiste* », « voilà la *comptabilité* à l'échelle nationale, le *contrôle* à l'échelle nationale de la production et de la répartition des produits, quelque chose, pourrions-nous dire, comme la *charpente* de la société socialiste. » Cet appareil d'Etat, dit Lénine, « nous pouvons nous “en emparer” et le “faire fonctionner” en frappant un seul coup, par un seul décret, car le travail effectif de comptabilité, de contrôle, d'enregistrement, de statistique et calcul est accompli dans ce cas par des *employés* qui sont en majorité des prolétaires ou des semi-prolétaires. » (Tous les passages en italique et entre guillemets des citations de Lénine sont de leur auteur.)

« L'“étatatisation” de la masse des employés des banques, des cartels du commerce, etc., etc., est une chose parfaitement réalisable et du point de vue technique (grâce au travail préliminaire accompli à notre profit par le capitalisme et par le capitalisme financier), et du point de vue politique, si le contrôle et la surveillance par les *soviets* sont réalisés. »

« Nous n'inventons pas une forme d'organisation du travail, nous l'empruntons toute faite au capitalisme : banques, cartels, usines modèles, stations expérimentales, académies, etc. ; il nous suffira d'emprunter les meilleurs types d'organisation à l'expérience des pays avancés. »

Pour réaliser ce programme, Lénine a une idée simple : la Russie était autrefois administrée par 130 000 propriétaires fonciers ; aujourd'hui, les 240 000 membres du parti bolchevik pourront avantageusement les remplacer.

A aucun moment n'est indiqué comment la classe ouvrière, les masses populaires dans leur ensemble, vont être impliquées dans le processus de détermination des orientations de l'Etat, de la politique et de l'économie : c'est que ces orientations sont le monopole du parti au pouvoir, c'est-à-dire en fait de la direction du parti. Il n'y a aucun texte qui identifie le contrôle ouvrier à une participation effective des masses aux processus de décision.

On aurait pu d'ailleurs s'en douter, dans la mesure où, dit Lénine, « nous n'inventons pas une forme d'organisation du travail, nous l'empruntons toute faite au capitalisme ». Il n'y a donc aucune *rupture* avec le capitalisme. Il s'agit donc d'une organisation capitaliste de la société qui prend le nom de socialiste *par le seul fait* que le parti bolchevik est à la tête de l'Etat. C'est là une approche totalement idéaliste.

La position des anarcho-syndicalistes russe est évidemment toute différente. *Golos Trouda* réclame un « contrôle ouvrier total sur toutes les activités de l'usine, un contrôle réel et non fictif, contrôle de la réglementation du travail, de l'embauche et du licenciement, des horaires, des salaires et des méthodes de fabrication ». La propagande libertaire était à ce moment intensive et rencontrait un grand écho auprès des masses. Les soviets et les comités d'usine, beaucoup plus proches de la vie des gens que les syndicats, surgissent partout et se font les porte-parole des aspirations des masses.

Les mencheviks accusent les bolcheviks, embarrassés, d'abandonner le marxisme et de verser dans l'anarchisme parce que ces derniers soutiennent les comités d'usine.

Du 17 au 22 octobre a lieu la 1^{re} conférence panrusse des comités d'usine organisée par le journal des comités d'usine, *Novy Put* (la Nouvelle voie). Ce journal, selon G.P. Maximoff, était « fortement influencé par une sorte d'anarcho-syndicalisme d'un genre nouveau, quoi qu'il n'y eût pas d'anarcho-syndicalistes à proprement parler dans son comité de rédaction ». Sur les 137 délégués, 86 étaient bolcheviks, 22 socialistes-révolutionnaires, 11 anarcho-syndicalistes, 6 maximalistes et 4 sans parti.

Les bolcheviks sont sur le point de prendre le pouvoir et leur attitude commence à changer. On commence à dire que le développement des comités d'usine s'est fait aux dépens des organisations centralisées de la classe ouvrière telles que les syndicats, et que cela a abouti à des résultats indésirables. Pourtant, d'autres délégués affirment que les « commissions de contrôle ne doivent pas être de simples commissions de surveillance, elles doivent être les cellules de l'avenir qui dès maintenant préparent le transfert de la production entre les mains des ouvriers ». « Les comités d'usine sont les cellules de l'avenir (...) Ce sont eux, et non l'Etat, qui devraient maintenant gérer le pays. » Ces sont des idées totalement inacceptables pour les bolcheviks.

Le lendemain du renversement du gouvernement provisoire, Lénine fait un discours, le 26 octobre, dans lequel il annonce que de nouvelles lois seront prochainement édictées et que l'une des plus importantes portera sur le contrôle ouvrier de la production et la normalisation de l'industrie. Les grèves et les manifestations sont désormais nuisibles : « Nous vous prions de cesser immédiatement toutes les grèves économiques et politiques, de reprendre le travail et de l'accomplir en ordre parfait (...) Chacun à sa place ! Le meilleur moyen de soutenir le gouvernement des soviets en ces jours est d'accomplir son travail. »

Le 3 novembre 1917 la *Pravda* publie le « Projet de règlement sur le contrôle ouvrier » de Lénine ¹⁰. Le premier point déclare que « dans toutes les entreprises industrielles, commerciales, bancaires, agricoles et autres, qui emploient au moins cinq ouvriers et employés (en tout) ou dont le chiffre d'affaires est d'au moins 10 000 roubles par an, est établi le *contrôle ouvrier* de la production, de la consommation, de la vente et de l'achat de tous les produits et de toutes les matières brutes ». Point 2 : « Le contrôle est exercé par tous les ouvriers et tous les employés de l'entreprise, soit directement si l'entreprise est assez petite pour que ce soit possible, soit par les représentants élus qui doivent être élus *immédiatement* dans des assemblées générales, avec un procès-verbal des élections et la communication au gouvernement et aux soviets locaux des députés ouvriers, soldats et paysans du nom des élus. » Le troisième point déclare que « *tous* les livres et documents sans exception doivent être ouverts à ces représentants élus, ainsi que *tous* les dépôts et réserves de matériaux, d'outillage et de produits, sans aucune exception. »

Ces points du projet ont été abondamment cités, mais ne font que légaliser des pratiques déjà largement répandues. En revanche le projet introduit des réserves qui en liquident pratiquement toute portée : en effet, le cinquième point avance que les décisions prises par les représentants élus sont obligatoires pour les propriétaires mais qu'elles peuvent être abrogées par les syndicats et par les congrès ; cette clause va littéralement vider de toutes leurs fonctions les comités d'usine, qui seront intégrés dans les syndicats, que les bolcheviks contrôlent désormais.

Dans le sixième point, les propriétaires, les élus ouvriers et employés sont déclarés, dans les entreprises « d'importance nationale », « responsables devant l'Etat de l'ordre le plus strict, de la discipline et de la protection des biens » ; la confiscation de tous leurs biens et une peine allant jusqu'à 5 ans d'emprisonnement attend ceux qui se rendent coupables de négligence, de dissimulation de réserves, etc. « Sont reconnues

10. Œuvres complètes, tome 26, pp. 272-273.

d'importance nationale toutes les entreprises qui travaillent pour la défense, ainsi que celles qui sont liées de façon ou d'autre avec la production des denrées nécessaires à l'existence de la population ».

Ce n'est bien entendu pas le *principe de responsabilité* des élus qui est condamnable, mais le fait que l'annulation des décisions des comités d'usine puisse être faite par une instance qu'ils ne contrôlent pas, et que les comités d'usine aient à rendre compte à un Etat dans les organes duquel ils n'ont aucune voix.

Le projet de Lénine souleva de nombreuses objections à la fois chez ceux qui défendaient l'autonomie des comités que chez de ceux qui défendaient la direction centralisée de la production. Il fallut deux semaines pour qu'un compromis soit trouvé, mais l'hégémonie des syndicats se trouvait confirmée. Milioutine résumait bien la tendance dominante selon laquelle il fallait « unifier dans un solide appareil d'Etat le contrôle ouvrier, qui se réalisait de manière improvisée ¹¹ ». La nouvelle mouture du projet établit une structuration des organes de contrôle, chaque comité étant responsable devant un conseil régional du contrôle ouvrier, lui-même responsable devant un conseil panrusse de contrôle ouvrier. Cette structuration parfaitement banale, n'est elle-même pas critiquable en soi ; ce qui l'est, en revanche, c'est que la composition de tous les organes du contrôle ouvrier au-dessus de l'entreprise était décidée par le parti, et que sur 26 représentants, elle n'incluait que cinq représentants des comités d'usine !

L'expansion du mouvement des comités d'usine, qui avait commencé de se coordonner à l'échelle nationale, a été littéralement cassée net par le coup d'Etat d'octobre. Il était en effet hors de question de laisser un mouvement se développer dans lequel l'influence anarcho-syndicaliste était grandissante. Isaac Deutscher révèle que « quelques semaines après l'insurrection, les comités d'usine tentèrent de former *leur propre* organisation nationale, ce qui, de fait, leur aurait assuré une dictature économique virtuelle. Les bolcheviks utilisèrent alors les syndicats pour rendre un remarquable service au jeune Etat bolchevik, en disciplinant les comités d'usine. Les syndicats s'opposèrent fermement à toutes les tentatives des comités pour former leur propre organisation nationale. Ils empêchèrent la convocation projetée du congrès panrusse des comités d'usine, et exigèrent la totale subordination des comités d'usine » ¹².

Il convient de préciser qu'il n'entre absolument pas dans le projet anarcho-syndicaliste de se limiter à un socialisme d'entreprise qui encouragerait les travailleurs à se sentir propriétaires de leur usine et à se désintéresser de

11. E.H. Carr, *La rivoluzione bolscevica*, p. 483, Giulio Einaudi editore.

12. Isaac Deutscher, *Soviet Trade Unions*, Royal Institute of International Affairs, London, 1950, p. 17.

l'usine d'à côté et de l'économie dans son ensemble. Une telle vision correspond à l'image que les *adversaires* de l'anarcho-syndicalisme aimeraient imposer. Au contraire, l'anarcho-syndicalisme se soucie grandement de l'organisation macro-économique et insiste sur la nécessité absolue d'une organisation globale de la production et des échanges, sans laquelle aucune société ne peut fonctionner. L'argumentation aussi bien des réformistes que des bolcheviks contre les comités d'usine repose sur le fait que ceux-ci se limitaient à une vision trop étroite des choses alors que l'économie globale du pays était en ruine. Maurice Brinton expose bien la situation à laquelle étaient confrontés les comités d'usine :

« Or les comités n'auraient pu commencer à s'attaquer à des problèmes à une échelle régionale et nationale que s'ils avaient eu d'abord la possibilité de se fédérer sur une base régionale et nationale ; c'était là, de toute évidence, une condition préalable. C'est donc le comble de l'hypocrisie de la part des bolcheviks d'aujourd'hui que d'accuser les comités de 1917-1918 d'avoir fait preuve d'un esprit de clocher borné alors que le parti lui-même faisait tout ce qui était en son pouvoir pour empêcher les comités de se fédérer de façon autonome. Le "Soviet central des comités d'usine", parrainé par les bolcheviks, fut mis au rebut après le renversement du gouvernement provisoire, aussi rapidement qu'il avait été créé. Le centre révolutionnaire des comités d'usine, un organe d'inspiration anarchiste, qui fonctionna pendant plusieurs mois, ne réussit pas à prendre sa place, trop d'obstacles étant mis sur son chemin ¹³... »

Les attaques des bolcheviks contre les « rêves anarchistes des communes productives autonomes » (I.I. Stepanov) et la « "politique de propriétaire" des comités d'usine isolés » (A. Pankratova) masquaient mal la volonté du parti de Lénine d'établir son hégémonie sur toute l'organisation de l'économie du pays, laquelle, faute d'en appeler à l'organisation autonome des masses, ne pouvait se faire que par la réintroduction, dans les entreprises, non seulement des méthodes capitalistes, mais aussi des anciens dirigeants. La masse des travailleurs ne voyait pas les comités d'usine comme un moyen transitoire, une étape vers « d'autres modes de normalisation de la vie économique » (A. Pankratova), ils voyaient dans le contrôle ouvrier le moyen naturel de réaliser le socialisme. La question : qui détient le pouvoir dans l'usine ? n'est pas, contrairement à ce que voulaient faire croire les bolcheviks, l'expression d'un sentiment de propriété des travailleurs sur « leur » usine mais le reflet de la conscience que si les travailleurs ne *com-*

13. Maurice Brinton, « Les bolcheviks et le contrôle ouvrier, 1917-1921 ».

mencent pas par détenir le pouvoir dans l'usine où ils travaillent, puis dans l'ensemble collectif d'usines, ils ne détiennent aucun pouvoir ailleurs, car qui dirige la production dirige tous les aspects de la vie sociale. Le vrai problème est donc : quelle sera l'institution grâce à laquelle le prolétariat pourra le mieux exercer son pouvoir collectif de décision sur la production, et quelles seront les modalités de fonctionnement de cette institution.

Le point de vue du prolétariat russe est parfaitement exprimé dans le numéro de janvier 1918 de *La Voix des métallurgistes* par un certain N. Filippov : « La classe ouvrière, de par sa nature, doit occuper la place centrale dans la production et spécialement dans son organisation. A l'avenir toute la production doit refléter l'esprit et la volonté prolétariens ¹⁴. » Les anarchistes, selon Voline, préconisaient à la même époque « l'expropriation – progressive mais immédiate – de l'industrie par des organismes de *production collective* ». [Je souligne.]

Le 28 novembre 1918 le tout nouveau Conseil panrusse du contrôle ouvrier se réunit. Les manœuvres pour subordonner les comités d'usine aux syndicats s'amplifient. Un militant bolchevik déclare que les syndicats représentent les intérêts généraux des travailleurs tandis que les comités d'usine représentent leurs intérêts particuliers : il faut donc que les seconds soient subordonnés aux premiers. Un représentant des comités d'usine répond : « Dans les comités d'usine nous élaborons les instructions qui viennent de la base, dans la perspective de voir comment elles peuvent s'appliquer à l'industrie *dans son ensemble* [je souligne] ; ce sont là des instructions de l'atelier de la vie ; ce sont les seules instructions qui puissent réellement avoir de la valeur. Elles montrent de quoi sont capables les comités d'usine et devraient donc tenir la première place dans tout ce qui concerne le contrôle ouvrier. » Les représentants de comités d'usine déclarent que « les comités de chaque ville devraient se réunir (...) et établir une coordination sur des bases régionales ».

Le conseil panrusse du contrôle ouvrier, dominé par des éléments qui avaient été nommés par le parti, vida rapidement le contrôle ouvrier de toute substance. « Ceux-là mêmes qui soutenaient les plus en paroles le contrôle ouvrier et en encourageaient l'«expansion» s'employaient habilement à tenter de le brider et de le rendre ineffectif par sa transformation en une grande institution publique centralisée » ¹⁵. En janvier 1918, Riazanov déclara que le conseil panrusse du contrôle ouvrier ne se réunit qu'une seule fois, mais plus tard il déclara qu'il ne se réunit jamais ; selon une autre source il « chercha à se réunir » mais n'obtint pas le quorum.

14. Notes du groupe Solidarity à « L'Opposition ouvrière », d'Alexandra Kollontai, *Socialisme ou Barbarie*, n° 35, janv.-mars 1964, p. 110.

15. E.H. Carr, *op. cit.* p. 485.

Le mouvement des comités d'usine fut définitivement liquidé lorsque le conseil panrusse du contrôle ouvrier, lui-même créé pour désamorcer le mouvement, fut définitivement liquidé avec la création du conseil économique suprême (Vesenska) chargé d'élaborer un « plan d'organisation de la vie économique du pays et des ressources financières du gouvernement ». Cet organisme était rattaché au conseil panrusse des commissaires du peuple – autrement dit au gouvernement – entièrement constitué de bolcheviks. La Vesenska comprenait pour la forme quelques membres du conseil panrusse du contrôle ouvrier. De l'aveu même des bolcheviks, c'était un pas vers l'étatisation de l'économie.

Il ne s'agit là encore aucunement de nier la nécessité d'une organisation globale de l'économie dépassant le niveau de la gestion de l'entreprise par les salariés qui y travaillent. Les premiers mois de la révolution montrent que deux options se sont confrontées.

– La première part du constat fait par les travailleurs du chaos résultant de la guerre et de la nécessité d'y faire face. C'est un processus progressif et naturel. Dans un premier temps les comités d'usine avaient pour fonction de pallier la déficience des patrons qui s'étaient enfuis. Peu à peu les ouvriers russes en sont arrivés à vouloir assumer seuls les fonctions d'organisation de la production. Les faits montrent qu'ils étaient conscients de la nécessité d'une organisation globale et qu'ils étaient en train de la mettre en œuvre. C'est là une approche réaliste, pragmatique et naturelle.

– La seconde approche est essentiellement idéologique. Au lieu de constater le phénomène de construction d'une société nouvelle et de transformation des rapports de production qui se déroulait sous leurs yeux, et d'y apporter leur soutien, les bolcheviks vont tout faire pour le casser, parce que cette transformation menace leur hégémonie politique.

Il ne faut cependant pas se limiter à cette hypothèse. Il faut aussi envisager que ce que les bolcheviks voyaient se dérouler sous leurs yeux ne cadrait pas du tout avec leurs idées préconçues. Il n'était en tout cas pas question d'encourager le processus d'organisation qui était en cours parce que c'était un processus qui partait du bas. Ainsi, la coupure qui s'est fait jour dans la révolution russe ne se situe pas entre « réformistes » et « révolutionnaires » mais entre mouvement de classe et social-démocratie. Les bolcheviks et les mencheviks, également opposés aux comités d'usine *pour les mêmes raisons*, se retrouvent du même côté de la barrière. La position du parti bolchevik est une position strictement social-démocrate, fondée sur l'à-priori du rôle nécessairement dirigeant du parti et de l'incapacité de la classe ouvrière de parvenir à la conscience révolutionnaire, alors que toute l'histoire de la révolution russe montre que le parti bolchevik n'a pu se maintenir comme élément moteur qu'en suivant la vague révolutionnaire et en adoptant une politique qui allait systématiquement à l'encontre de son

programme et de ses présupposés théoriques. L'obsession du rôle dirigeant du parti et de l'élimination des structures de classe du prolétariat ne fait que refléter le désir profond *de ne pas modifier les rapports de production*.

L'assujettissement des comités d'usine a été celui de la classe ouvrière, et s'est fait en plusieurs étapes :

- la subordination des comités d'usine au conseil panrusse du contrôle ouvrier, lui-même soumis à l'influence du parti ;
- l'incorporation du conseil panrusse du contrôle ouvrier à la Vesenska dont les représentants étaient nommés par l'Etat ;
- la direction communiste de gauche de la Vesenska fut alors évincée ;
- enfin, on liquida l'influence des syndicats dans la Vesenska en nommant les responsables syndicaux.

« A chacune de ces étapes, il allait y avoir une résistance, mais chacune des batailles allait être perdue. Chaque fois, l'adversaire se présentait sous les couleurs du nouveau pouvoir "prolétarien". Et chaque défaite rendit de plus en plus difficile la gestion directe de la production par les travailleurs eux-mêmes, c'est-à-dire la transformation fondamentale des rapports de production. » (M. Brinton.)

On rétorquera que si la classe ouvrière a été battue dans ce conflit c'est qu'elle n'était pas mûre pour prendre en main directement son destin. Cette remarque est justifiée dans le cadre d'une approche bourgeoise de la révolution, elle ne l'est pas du point de vue révolutionnaire. En effet il n'a jamais été question de nier la nécessité d'une organisation révolutionnaire, dont la fonction est précisément de garantir, d'encourager, de promouvoir les initiatives des masses – et non de les casser. Le mouvement naturel du prolétariat n'a pas échoué parce qu'il était condamné d'avance mais parce que l'organisation qui aurait dû le soutenir a tout fait pour le détruire. Ce constat n'est donc pas celui de la condamnation de principe de l'organisation révolutionnaire, mais celle de la condamnation de la politique du parti bolchevik.

Si les comités d'usine sont enterrés officiellement à leur 6^e conférence, les ouvriers et la base du parti n'allaient pas entériner le fait sans réagir.

Début décembre le conseil central des comités d'usine de Petrograd publie un *Manuel pratique pour l'exécution du contrôle ouvrier dans l'industrie*, qui fut largement distribué, à la grande fureur du parti. Ce document est intéressant parce qu'il contredit nombre d'accusations faites contre les comités d'usine, en particulier celle du refus de faire appel à des spécialistes et à des techniciens. Il suggère que les comités d'usine devraient

organiser quatre commissions de contrôle chargées d'« inviter des techniciens choisis parmi le personnel, avec voix consultative ». Ces commissions seraient chargées d'organiser la production, de reconvertir la production de guerre, de l'approvisionnement en matières premières, de l'approvisionnement en combustibles. Contrairement aux positions de Lénine, ce texte déclare que le contrôle ouvrier ne se limite pas au recensement mais à la totalité du processus de production. La fonction de chaque commission est précisément décrite, notamment celle de la commission de la production, qui doit se charger « d'établir les liaisons nécessaires entre les différentes sections de l'usine, de surveiller l'état des machines, de prévoir et de surmonter les nombreuses déficiences dans l'aménagement des usines ou des ateliers, de déterminer les coefficients d'exploitation dans chaque section, de décider du nombre optimum d'ateliers et de travailleurs dans chaque atelier, de calculer l'amortissement des machines et des bâtiments, de déterminer l'attribution des salaires (depuis le poste d'administrateur jusqu'au manœuvre), et de prendre en charge les problèmes financiers de l'usine. »

Les rédacteurs du Manuel annoncent qu'ils entendent grouper les comités d'usine en fédérations régionales, puis en fédération panrusse et, pour être sûrs d'être bien compris, ils déclarent que « le contrôle ouvrier sur l'industrie, en tant que partie indivise du contrôle sur l'ensemble de la vie économique du pays, ne doit pas être considéré dans le sens étroit d'une vérification mais dans le sens le plus large d'*ingérence* (...). Le contrôle suppose la participation à la gestion de la production. »

Le parti n'allait évidemment pas en rester là. Les *Istvestia* publient en réponse les *Instructions générales sur le contrôle ouvrier conformément au décret du 14 novembre*, texte qui sera connu sous le nom de Contre-manuel. Il s'agit de l'exposé des thèses léniniennes sur la question, limitant le contrôle ouvrier à un rôle de surveillance et rappelant que « le droit de donner des ordres concernant la gestion, la marche et le fonctionnement des entreprises revient au seul propriétaire. La commission de contrôle ne participe pas à la gestion de l'entreprise, et n'a aucune responsabilité se rapportant à son fonctionnement. Cette responsabilité incombe toujours au propriétaire. » Il est expressément interdit aux comités d'usine d'exproprier les propriétaires et de gérer les entreprises. Enfin, le contre-manuel enjoint les comités d'usine de fusionner avec l'appareil syndical.

Le 20 décembre est publié dans le journal officiel des syndicats (*Le Messager syndical*) un article déclarant qu'en « unissant leur destin à celui d'un parti politique, les syndicats doivent, en tant qu'organisations de lutte du prolétariat, appuyer les mots d'ordre et l'activité politique du parti du prolétariat qui, à un moment donné, permet d'accomplir plus rapidement d'autres tâches historiques... »

Dès cette époque – décembre 1917, trois mois après la prise du pouvoir – le parti a supprimé la liberté d'agitation pour les organisations socialistes, interdit leurs journaux, exerce une violence systématique contre les grévistes, retire les cartes de ravitaillement, c'est-à-dire ôte le droit de manger à ceux qui, dans la classe ouvrière elle-même, s'opposent à sa politique.

L'année 1918 est celle d'après débats sur le contrôle ouvrier lors desquels le mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste interviendra abondamment.

Le I^{er} congrès panrusse des syndicats, tenu à Petrograd du 7 au 14 janvier, révèle sans fard le point de vue réel des bolcheviks sur les comités d'usine. Furent prises à ce congrès « des mesures radicales pour “étatiser” le mouvement ouvrier russe », dit Paul Avrigh dans *Les anarchistes russes* ¹⁶.

Le syndicaliste bolchevik Lozovsky estime alors que « les comités d'usine étaient à ce point maîtres des lieux qu'ils étaient, trois mois après la révolution, dans une grande mesure indépendants par rapport aux organes de contrôle » ¹⁷. Un menchevik, Maïski, disait que « ce n'était pas quelques prolétaires, mais presque tout le prolétariat, spécialement à Petrograd, qui considérait le contrôle ouvrier comme l'avènement du royaume socialiste » ; le même se plaint que « l'idée même du socialisme était incarnée par le concept du contrôle ouvrier » ¹⁸. Un menchevik déclare que « sous le couvert des comités d'usine et du contrôle ouvrier, une vague d'anarchisme déferle sur notre mouvement ouvrier russe » ¹⁹.

Les anarchistes, qui avaient abandonné les syndicats pour les comités d'usine, n'avaient que peu de délégués, bien qu'ils aient eu une influence considérable dans certains syndicats, chez les dockers, les marinières, les ouvriers des chantiers navals, les mineurs du Donetz, les boulangers, dans l'industrie alimentaire, chez les postiers et les télégraphistes, dans la métallurgie, le textile et chez les cheminots. G.P. Maximoff explique ce décalage entre l'influence réelle et le nombre de délégués par les tripataillages opérés par les bolcheviks.

Les anarchistes furent attaqués par les mencheviks, qui estimaient que la Russie ne pouvait connaître autre chose qu'une révolution « bourgeoise-démocratique » : Tcherevanine déclara que sur cette question comme sur bien d'autres, son parti avait « une opinion diamétralement opposée » à celle des anarcho-syndicalistes. Bolcheviks et mencheviks se joignirent pour

16. Paul Avrigh, *Les Anarchistes dans la révolution russe*, Maspéro, p. 192.

17. I^{er} congrès panrusse des syndicats, 7-14 janvier 1918. Cité par Brinton.

18. *Ibid.*

19. *Ibid.*

condamner les efforts prématurés des anarchistes qui réclamaient le « fédéralisme industriel », qualifié d'« idyllique », par Lozovsky, lequel préconisait « une centralisation du contrôle ouvrier ». Le tout nouveau bolchevik Riazanov, quant à lui, presse les comités d'usine de « se suicider et de se transformer totalement en éléments de la structure des syndicats »²⁰.

On voit à quel point les positions des deux courants de la social-démocratie, réformiste et radical, concordent. On voit également à quel point ces deux courants se sont efforcés d'opérer une véritable expropriation de la classe ouvrière de ses acquis et de son expérience historique alors en voie d'élaboration. Le problème en effet était beaucoup moins de savoir s'il fallait centraliser *ou* décentraliser, planifier *ou* ne pas planifier, mais quel serait le *processus* par lequel l'économie s'organiserait.

*Lebedev, Vladimir Vasil'evich.
1^{er} Mai. Pervomaiskoe shestvie
rabochikh, 1925. Source : NYPL
Digital Gallery*



Les délégués anarcho-syndicalistes se battirent pour préserver l'autonomie des comités d'usine. Selon Maximoff, il était absurde d'affirmer que la Russie en était encore au stade bourgeois du processus révolutionnaire car, grâce aux comités d'usine, le capitalisme et l'autocratie avaient été « saisis à la gorge ». Maximoff affirma même que ses camarades et lui étaient de meilleurs marxistes que les mencheviks et les bolcheviks, ce qui provoqua des remous dans la salle... Un autre délégué anarcho-syndicaliste, Bill Chatov, pressa les ouvriers de « s'organiser dans les villes pour créer une Russie nouvelle, sans Dieu, sans tsar et sans chef syndical », et traita les syndicats de « cadavres vivants ».

« Riazanov protesta contre la façon dont Chatov flétrissait les syndicats, mais Maximoff prit la défense de son camarade et rejeta les objec-

20. *Ibid.*

tions de Riazanov, intellectuel aux mains blanches qui n'avait jamais travaillé, jamais sué, qui ignorait tout de la vie ²¹. »

Un autre délégué anarcho-sindicaliste, Laptev, rappela que la révolution n'avait pas été l'œuvre des seuls intellectuels mais aussi des masses, et qu'il fallait « écouter la voix des masses laborieuses, la voix de la base », base que les dirigeants bolcheviks ne tenaient plus à écouter.

« Fils de la révolution, déclara Maximoff, les comités créeraient une nouvelle production sur de nouvelles bases ». Les anarcho-sindicalistes estimaient que les syndicats correspondaient à des rapports économiques dépassés et qu'ils avaient fait leur temps. Maximoff prévoyait « un grand conflit entre le pouvoir central de l'Etat et les organisations exclusivement composées de travailleurs dans les localités », exprimant par là que le clivage se situait moins entre partisans de la centralisation et ceux de l'initiative locale, mais entre l'Etat et la classe ouvrière ; Maximoff déclara en effet : « Le but du prolétariat était de coordonner toutes les activités, tous les intérêts locaux, de créer un centre, mais pas un centre de décrets et d'ordonnances, un centre au contraire de coordination, d'orientation – et seulement un centre de ce genre pouvait organiser la vie industrielle du pays » ²², ce qui situait le débat bien au-delà du problème du centralisme et de la décentralisation.

Aux dirigeants du parti qui critiquaient les comités « parce qu'ils n'agissaient pas conformément aux règlements », un travailleur répliqua que les dirigeants du parti étaient eux-mêmes incapables de présenter un plan cohérent, qu'ils ne savaient que parler. « Devons-nous rester tranquilles à l'échelon local à attendre et à ne rien faire ? Ce serait certainement la meilleure façon de ne pas commettre d'erreurs. Seuls ceux qui ne font rien ne commettent pas d'erreurs. » En effet, dans nombre d'usines désertées par leurs propriétaires et leur encadrement, les travailleurs avaient repris les choses en main, initiatives qui étaient découragées, voire sabotées par le nouveau pouvoir, ce qui entraînait une grande démoralisation chez les ouvriers.

La résolution anarcho-sindicaliste énonce, en son point 6 : « Ce n'est pas par la voie bureaucratique avec la création d'institutions étatiques, où domineraient le fonctionnaire ouvrier, pas plus que par ces parodies pitoyables de la bourgeoisie, que l'on pourra sauver le pays de la ruine. » Le point n° 8 déclare qu'il est nécessaire que la production soit confiée à la « classe laborieuse », et non à l'Etat ni à quelque appareil de fonctionnaires, composé de « membres de la classe ennemie ».

21 Paul Avrich, *Les Anarchistes dans la révolution russe*, Maspéro, p. 194.

22. Cité par Brinton, p. 96.

**Résolution du groupe anarcho-syndicaliste
au I^{er} congrès panrusse des syndicats
(7-14 janvier 1918) ²³**

Régulation de l'économie et contrôle ouvrier

1.– Le peuple laborieux a réalisé en février dernier une révolution dans le but de se libérer totalement du joug économique et politique. La vie économique du pays, prise alors sous la pression de deux puissants facteurs de destruction – la guerre impérialiste et l'exploitation implacable du capital et de l'Etat – se trouvait dans un état désastreux jamais atteint.

2.– Les gouvernements mis en avant par la révolution, tout d'abord bourgeois, ensuite de coalition, ont été impuissants à restaurer l'équilibre rompu de l'économie ; pire encore, ils ont amené de manière consciente l'économie du pays à une ruine encore plus grande, en sabotant toutes les tentatives des masses laborieuses d'entreprendre, par une démarche indépendante, la restauration de l'économie, craignant à juste raison, que l'action autonome des travailleurs parvienne à remettre rapidement sur pied l'économie du pays et n'élimine par la même occasion tous les affairistes et capitalistes ainsi que leur ferme soutien : la machine étatique.

3.– En ce qui concerne la situation actuelle, onze mois après la révolution, malgré la démonstration faite par la démocratie révolutionnaire, il y a 6 à 7 mois, qu'une régulation de toute l'industrie du pays ne pouvait être organisée qu'à condition de transférer tout le pouvoir aux Soviets des députés ouvriers, paysans et soldats, malgré le fait que, depuis près de trois mois, les soviets détiennent entre leurs mains le pouvoir – il n'en est pas moins vrai que la situation reste mauvaise, sinon pire. La débâcle économique atteint maintenant un tel degré, que nous sommes à la veille d'une immense catastrophe, menaçant d'interrompre toute la vie économique du pays. Le sabotage des affairistes et capitalistes, ainsi

23. Cf. *Les anarchistes dans la révolution russe*, La Tête de feuilles, 1973, textes recueillis et traduits par Alexandre Skirda. Pages 91-93. Le présent texte doit beaucoup aux travaux d'Alexandre Skirda.

que le muselage par le Pouvoir de l'initiative des travailleurs, la rendent plus inévitable encore.

4.– Il est clair qu'aucun gouvernement, même l'actuel, ainsi que l'a montré l'histoire des onze mois de la révolution, n'est en état d'écarter le danger menaçant.

Il ne reste plus qu'une issue : laisser les travailleurs mener leur propre lutte contre la ruine. C'est la seule voie juste, car les travailleurs, ayant créé des formes d'organisation excellentes et achevées, armés d'initiative et d'énergie, en termineront rapidement avec le désarroi économique, et en même temps avec le système capitaliste et étatique de la société actuelle.

5.– La question ne sera évidemment pas résolue par l'aumône sociale du contrôle étatique que proposait il y a six mois la démocratie socialiste de droite, pas plus que par la demi-mesure, improprement appelée « contrôle ouvrier », dont veut maintenant nous doter généreusement le gouvernement qui se proclame à grands cris « ouvrier et paysan ».

Cette mesure aurait peut-être pu remédier à la situation il y a sept mois, mais maintenant elle s'avère tardive car l'économie en est arrivée à une complète débâcle. Aussi, ne s'agit-il plus de la contrôler, mais de l'organiser, et en même temps d'instaurer un contrôle ouvrier effectif, au lieu d'un contrôle ouvrier-étatique.

6.– Ce n'est pas par la voie bureaucratique avec la création d'institutions étatiques, où dominera le fonctionnaire-ouvrier, pas plus que par ces parodies pitoyables de la bourgeoisie que l'on pourra sauver le pays de la ruine.

7.– Seules, la suppression du système étatique et capitaliste, et l'application d'une complète socialisation de la production accompagnée d'un contrôle général de la classe laborieuse peuvent écarter la catastrophe menaçante.

8.– Pour cela il est indispensable que l'œuvre d'organisation de la production, des transports, de la répartition et d'autres secteurs vitaux de la vie économique et sociale, soit immédiatement confiée à la classe laborieuse, et non à l'Etat ou à une machine quelconque de fonctionnaires d'Etat, car ce sont les ennemis du prolétariat, et l'ouvrier n'a rien à en attendre de bon.

9.– Les classes laborieuses doivent s'organiser à l'aide de leurs structures fondamentales : comités de villages, d'usine et de fabrique,

d'employés de bureau, de quartiers et autres ; ils doivent les unir par industrie et par branche sur la base du fédéralisme. Ces fédérations, une fois liées entre elles fédérativement, formeront le Soviet poly-industriel de l'Économie nationale, qui sera chargé de régulariser la vie économique du pays. Chaque village, chaque usine ainsi que leurs unions respectives, en entrant dans les organes fédéraux panrusses, doivent être libres, indépendants, complètement autonomes au point de vue administratif et technique, mais non au point de vue législatif.

10.– Pour éviter la catastrophe, le pays exige que la liberté complète soit accordée aux ouvriers et paysans dans leur vie économique et politique sur la base du communisme antiautoritaire.

11.– Une application positive et méthodique d'une réorganisation radicale de la société n'est possible que par la prise en main de la production par les organisations prolétariennes révolutionnaires libres et autonomes. Ceci implique que les syndicats n'étant plus une forme d'organisation adéquate s'avèrent désormais les auxiliaires du comité d'usine et de fabrique, auxquels ils doivent accorder toute leur assistance.

Les ouvriers doivent créer leur « Etat » dans l'Etat.

Le congrès vota dans son écrasante majorité pour la transformation des comités d'usine en organes syndicaux. Mencheviki et socialistes-révolutionnaires votèrent avec les bolcheviks.

La politique du parti bolchevik était de liquider l'influence des comités d'usine en utilisant les syndicats, qu'ils contrôlaient désormais. Pendant un temps, on va donc demander que « les organisations syndicales, en tant qu'organisation de classe du prolétariat sur une base d'industrie, assument la tâche essentielle de l'organisation de la production et du rétablissement des forces productives, si affaiblies, du pays »²⁴. Une résolution proclame que « la centralisation du contrôle ouvrier était l'affaire des syndicats ». Le contrôle ouvrier est défini désormais comme « l'instrument par lequel le plan économique général doit être réalisé localement », ce qui implique une « normalisation dans la sphère de la production ». Il est même regretté que « les travailleurs se méprennent et interprètent faussement le contrôle ouvrier ». Les délégués des syndicats dans les usines sont chargés d'expliquer que « le contrôle de la production *ne signifie pas* le transfert de l'entreprise

24. Cité par Brinton.

entre les mains des travailleurs de l'entreprise, qu'il *n'équivaut pas* à la socialisation de la production et de l'échange ».

F.I. Kaplan résume parfaitement la situation :

« Si les travailleurs réussissaient à maintenir leurs droits sur les usines qu'ils avaient saisies, s'ils faisaient marcher ces usines pour eux-mêmes, s'ils considéraient que la révolution était ainsi accomplie, et que le socialisme avait été établi – on ne voyait pas quel besoin ils pourraient avoir alors de la direction révolutionnaire des bolcheviks ²⁵. »

L'auteur fait remarquer que si les bolcheviks avaient eu la majorité à la 1^{re} conférence panrusse des comités d'usine et avaient réussi à y imposer leurs résolutions, ils n'avaient pu obtenir que les résolutions soient appliquées contre la volonté des comités : « les comités d'usine n'avaient accepté la direction des bolcheviks qu'aussi longtemps que les divergences sur les objectifs n'étaient pas apparues clairement ²⁶. » Autrement dit, c'est entre la 1^{re} conférence panrusse des comités d'usine (17 octobre 1917) et le I^{er} congrès panrusse des syndicats (7-11 janvier 1918) que se situerait le moment où le parti bolchevik cesse de chevaucher la vague en se laissant guider par elle et où il commence à la canaliser. En d'autres termes, c'est là que commencerait la contre-révolution.

Lors du I^{er} congrès panrusse des syndicats (7 au 11 janvier 1918) eurent lieu également des discussions sur le rôle des syndicats et leur rapports avec l'Etat. Selon les mencheviks, qui gardaient en tête le schéma mécanique de succession des modes de production hérité de Marx, la révolution ne pouvait que conduire à une « république démocratique-bourgeoise » ; en conséquence, puisque le capitalisme reste intact, le rôle du syndicat est inchangé. Il convient de rappeler que les entreprises étaient alors encore la propriété de leurs patrons, que les expropriations opérées par les comités d'usine n'étaient pas légales, et que les mencheviks luttait *contre* les comités d'usine *précisément* pour préserver l'autorité et les droits des patrons sur les entreprises. Les syndicats, en conséquence, devaient garder leur fonction traditionnelle.

La résolution adoptée par le congrès sur ce point accorde aux syndicats la tâche de l'organisation de la production, le redressement des forces économiques du pays, la participation « énergique » à tous les organes centraux

25. Frederick I. Kaplan, *Bolchevik ideology and the Ethics of Soviet Labour, 1917-1920 : The Formative Years*, Peter Owen, London, 1969, p. 128.

26. *Ibid.* p. 181.

de régulation de la production, l'organisation d'un « contrôle ouvrier », le recensement et la distribution de la force de travail, l'organisation des échanges entre la ville et la campagne, la lutte contre le sabotage, la mise en vigueur des dispositions sur le travail obligatoire : en somme, ils « devront, dans le processus de l'actuelle révolution socialiste, devenir des organes de pouvoir socialiste, et, comme tels, devront travailler en coordonnant – et subordonnant – leur activité à celle d'autres organes en vue de mettre en pratique les nouveaux principes » [à l'élaboration desquels ils n'auront pas contribué...]. « Les syndicats se transformeront inévitablement en organes de l'Etat socialiste. La participation à la vie syndicale doit être pour tous les membres de la population employés dans l'industrie, un devoir vis-à-vis de l'Etat. »

Les vues des syndicalistes bolcheviks n'étaient pas homogènes sur la question. Tomski pensait que les intérêts particuliers des travailleurs devaient être « subordonnés aux intérêts de la classe tout entière » ; il expliquera peu après (28 septembre 1918), au I^{er} congrès panrusse des cheminots ce qu'il entendait par là : « La tâche des communistes a été : premièrement, de créer des syndicats solides dans leurs industries respectives ; deuxièmement de s'emparer de la direction de ces organisations par un travail tenace ; troisièmement, de rester à la tête de ces organisations ; quatrièmement, d'expulser tout groupe non prolétarien [*lire : tout groupe non bolchevik*] ; cinquièmement, de soumettre les syndicats à notre propre influence communiste ²⁷. »

Riazanov pensait que le prolétariat russe devait « maintenir son organisation syndicale » ; pour Zinoviev l'indépendance syndicale sous un gouvernement ouvrier était synonyme de soutien aux saboteurs. Tsyperovitch proposa que le droit de grève soit maintenu mais une résolution allant dans ce sens fut repoussée.

Toutes les conditions sont en place pour l'étape suivante, l'instauration de la gestion individuelle et dictatoriale des entreprises. Cette controverse commença au printemps de 1918. Le texte de Lénine, « Les Tâches immédiates du pouvoir des soviets », écrit en avril 1918 (mais publié en 1924), expose pour la première fois « en clair » le programme *réel* de la majorité des dirigeants bolcheviks, programme qui tranche totalement avec leur discours antérieur sur le contrôle ouvrier. On trouve dans ce texte quelques allusions formelles à l'initiative de la base, mais l'argumentation est surtout portée sur le renforcement de la discipline, l'obéissance et l'inévitabilité de la gestion individuelle plutôt que collective. Mais renforcer la discipline « impose la contrainte », « plus précisément sous la forme de la dictature ».

27. Cité par M. Brinton, « Les bolcheviks et le contrôle ouvrier, l'Etat et la contre-révolution », revue *Autogestion et socialisme* n° 24-25, 1973, p. 129.

Il ne suffit pas de « réprimer impitoyablement la résistance des exploités », il faut imposer une « main de fer » à l'intérieur. Il faut « mater les exploités aussi bien que les fauteurs de désordres », le concept de « fauteur de désordre » étant laissé à la seule appréciation du pouvoir.

Lénine se plaint que « notre pouvoir est beaucoup trop doux : bien souvent il rappelle de la mélasse plutôt que de l'airain ». L'ennemi principal, dans toute la littérature léninienne de l'époque, n'est en fait pas l'exploitateur, le capitaliste, le contre-révolutionnaire, ni même l'intervention étrangère. Curieusement, l'intervention étrangère semble présentée comme un événement ennuyeux, mais pas décisif et assez facilement surmonté. Le danger principal, c'est le *petit-bourgeois*, voire le *petit-bourgeois anarchiste*. Lénine le dit explicitement dans un article de la même période, qui reproche aux communistes de gauche de révéler leur nature petite-bourgeoise en ne voyant pas « dans l'élément petit-bourgeois l'ennemi *principal* auquel se heurte chez nous le socialisme »²⁸. Le problème, c'est que le petit-bourgeois peut être n'importe qui : c'est un épithète qui n'a pas de contenu *sociologique* ; est petit-bourgeois *quiconque n'est pas d'accord avec Lénine*.

« Plus nous sommes près d'avoir achevé l'écrasement militaire de la bourgeoisie, et plus dangereux devient pour nous cet élément anarchique petit-bourgeois »²⁹. »

C'est pourquoi, dans la gestion des chemins de fer, des « pouvoirs dictatoriaux » ont été conférés à certains dirigeants. Ceux qui s'opposent à cette mesure sont des « partisans du laisser-aller petit-bourgeois ». Pour Lénine, la question de principe est :

« La nomination de telles ou telles personnes investies de pouvoirs dictatoriaux illimités est-elle compatible en général avec les principes fondamentaux du pouvoir des Soviets³⁰ ? »

La réponse, affirmative, évidemment, s'appuie sur des analogies historiques, méthode qu'affectionne particulièrement Lénine : si c'est arrivé une fois, ça peut se faire de nouveau :

« Que la dictature personnelle ait très souvent été, dans l'histoire,

28. « Sur l'infantilisme "de gauche" et les idées petites-bourgeoises », mai 1918, Œuvres complètes, tome 27, p. 350.

29. Lénine, « Les Tâches immédiates du pouvoir des soviets », Œuvres, tome 27, pp. 286-287, *Pravda*, 28 avril 1918.

30. *Ibid.*

l'agent de la dictature des classes révolutionnaires, c'est ce qu'atteste l'expérience irréfutable de l'histoire ³¹. »

Mais on n'en saura pas plus. On apprend simplement que « les soviets sont la forme supérieure de la démocratie, et même plus : le principe de la forme *socialiste* de la démocratie ». Mais nous ne sommes pas des anarchistes, dit Lénine, nous devons accepter la nécessité de la *contrainte*, c'est-à-dire de l'*Etat*. C'est pourquoi il n'existe « absolument aucune contradiction de principe entre la démocratie soviétique (*c'est-à-dire* socialiste) et le recours au pouvoir dictatorial personnel. »

Et voilà. La dictature du prolétariat, c'est en principe la dictature exercée par une *classe sociale* contre une classe adverse vaincue. Il ne s'agit pas de gestion dictatoriale des chemins de fer s'exerçant contre les travailleurs de cette activité économique. Or, pour Lénine, la gestion dictatoriale d'une branche d'industrie par quelques individus nommés par l'Etat devient un élément déterminant de la dictature du prolétariat s'exerçant contre... la classe ouvrière ! Le paradoxe ne semble pas gêner Lénine, qui estime que la dictature du prolétariat s'exerce « *par le truchement d'individus* »...

Obsédé par l'« unité de volonté » nécessaire pour faire fonctionner « la grande industrie mécanique » qui est « la source et la base matérielle de production du socialisme », Lénine ne peut envisager la chose que sous la forme de la « soumission de la volonté de milliers de gens à celle d'une seule personne ». « La soumission sans réserve à une volonté unique est absolument indispensable pour le succès d'un travail organisé sur le modèle de la grande industrie mécanique. » C'est pourquoi la révolution exige que « les masses obéissent sans réserve à la volonté unique des dirigeants du travail ».

En aucun cas l'unité de volonté ne saurait être le résultat d'un processus collectif d'élaboration et de décision ; l'unité de volonté est *toujours* celle du dirigeant, jamais celle de la classe ouvrière organisée. D'ailleurs, précise Lénine, pour ceux qui en douteraient, le parti communiste – sous-entendu : à l'exclusion de tout autre –, est l'« interprète conscient des aspirations des exploités à leur libération » ; sa tâche est de se « mettre à la tête de la masse exténuée et qui s'épuise en efforts pour trouver une issue, de l'orienter dans la bonne voie, la voie de la discipline du travail », d'une « discipline de travail quotidienne » précise Lénine quelques paragraphes plus loin. « *Ce qu'il nous faut*, dit-il pour conclure son article, *c'est la marche cadencée des bataillons de fer du prolétariat* ³². »

31. *Ibid.*

32. Lénine, « Les tâches immédiates du pouvoir des soviets », Œuvres, tome 27, pp. 286-287, *Pravda*, 28 avril 1918.

L'argument habituellement avancé pour justifier les positions de Lénine est que le prolétariat russe n'était pas assez organisé, conscient, qu'il n'avait pas suffisamment assimilé les traditions de discipline de la classe ouvrière d'Europe occidentale. Mais le prolétariat russe avait quand même été suffisamment conscient pour renverser le tsar, créer les soviets, les comités d'usine, etc. L'autre argument est que le prolétariat russe était épuisé. Ce n'est pas le cas en 1918 : il va continuer de fournir, pendant la guerre civile, un immense effort jusqu'en 1920. On peut dire en revanche que, la politique poursuivie étant « en contradiction si flagrante avec les promesses des bolcheviks sur le contrôle ouvrier, qu'elle mena rapidement à la démoralisation, au cynisme et à la fatigue les secteurs les plus avancés du prolétariat russe ³³. »

A partir de la signature du traité de Brest-Litovsk, le 3 mars 1918, on peut dire que la routine centralisatrice et répressive entre en jeu. Des mesures sont progressivement prises, qu'il serait fastidieux d'énumérer, pour ôter aux organismes prolétariens toute autonomie, toute indépendance. En mai, le journal anarcho-syndicaliste *Goloss Trouda* (La Voix du travail) est interdit.

La gauche du parti bolchevik commence à s'interroger sur le contrôle ouvrier, maintenant qu'il est pratiquement liquidé. L'« Opposition de gauche » publie le premier numéro d'une revue théorique, *Kommunist*, dirigée par Boukharine, Radek, Ossinsky, et plus tard Smirnov. La revue critique la « politique du travail destinée à imposer une discipline aux travailleurs, sous couvert d'« auto-discipline » », la restauration de la gestion capitaliste dans l'industrie, etc. Qualifiés par Lénine de « petits-bourgeois », d'intellectuels petits-bourgeois déclassés, etc., les communistes de gauche feront un diagnostic parfaitement pertinent de la situation du moment :

« L'introduction de la discipline du travail en liaison avec la restauration de la gestion capitaliste dans l'industrie ne peut pas augmenter vraiment la productivité des travailleurs, mais elle diminuera l'initiative de classe, l'activité et la capacité d'organisation du prolétariat. Elle soulèvera le mécontentement parmi les éléments arriérés aussi bien que dans l'avant-garde du prolétariat. Pour introduire ce système, devant la haine des « saboteurs capitalistes » qui règne à présent dans le prolétariat, le Parti communiste serait obligé de s'appuyer sur les petits-bourgeois contre les ouvriers, et de cette manière il se détruirait lui-même comme

33. Notes du groupe Solidarité à « L'Opposition ouvrière », d'Alexandra Kollontai, *Socialisme ou Barbarie*, n° 35, p. 105.

parti du prolétariat³⁴. »

Le problème est que ce qui est décrit ici comme une éventualité est déjà advenu.

Une campagne de dénigrement fut orchestrée à Léninegrad contre l'Opposition de gauche, qui dut transférer sa publication à Moscou. Le journal dut paraître comme porte-parole non officiel d'un groupe de militants. Une conférence du parti de Léninegrad demanda que les partisans de *Kommunist* « mettent fin à leur existence organisationnelle séparée ». Pourtant, les tendances ne seront officiellement interdites qu'en 1921. Les léninistes reprirent en main les organisations régionales du parti qui soutenaient l'opposition de gauche.

Lénine répliquera férocement aux positions de l'Opposition de gauche. Dans « Six thèses sur les tâches immédiates du pouvoir des soviets » (9 mai 1918)³⁵, il demande de « renforcer la discipline », justifie le salaire aux pièces et l'application des « nombreux éléments scientifiques et progressifs que contient le système Taylor », exige une « soumission absolue aux ordres personnels des dirigeants soviétiques » et se plaint que le « pouvoir est trop clément ». Lénine fustige également « le courant "communiste de gauche" qui s'abaisse jusqu'aux procédés révolutionnaires petits-bourgeois et imite les socialistes-révolutionnaires de gauche ».

Le quatrième et dernier numéro de *Kommunist* parut en mai 1918 comme l'organe privé d'une tendance. L'expérience avait duré deux mois. C'était resté une affaire strictement interne au parti. Manifestement, les masses, dont l'opposition de gauche se disait le porte-parole, n'avaient pas été invitées à la fête, ou en tout cas ne s'étaient pas senties concernées...

En mai, dans le dernier numéro de *Kommunist*, Préobrajenski lance un avertissement : « Le Parti aura bientôt à décider dans quelle mesure la dictature de quelques individus sera étendue des chemins de fer et d'autres branches de l'économie, au parti lui-même. » Certains cadres du parti commencent à s'interroger sur le problème de la démocratie, maintenant que le parti lui-même est menacé. Mieux vaut tard que jamais³⁶.

La révolution a créé une masse de « permanents », ouvriers, soldats, employés qui ont été élus dans les diverses instances créées par le mouvement de masse : soviets, comités d'usine, de quartiers, garde rouge, etc. Dans un premier temps ces militants élus conservent leur activité d'origine,

34. *Kommunist*, organe des communistes de gauche, n° 1, p. 8, avril 1918, cité par Brinton, *op. cit.*

35. Lénine, Œuvres, Tome 27.

36. Cf. *Les bolcheviks et le contrôle ouvrier*, Maurice Brinton, *op. cit.*

mais peu à peu ils finissent par être employés à temps partiel dans leur fonction, puis à plein temps. Leur mode de vie évolue. Un groupe social nouveau apparaît, dont l'adhésion au bolchevisme est moins idéologique que pratique, mais dont la situation est indissolublement liée au nouvel Etat, et qui profite du fait que peu à peu les *élections aux postes de responsabilité soient supprimées*. Ces éléments, d'origine indiscutablement populaire, se greffent sur le corps de l'Etat en formation et sont solidaires du régime³⁷.

Ce processus est particulièrement vrai des animateurs des comités de quartier qui s'insèrent dans les bureaux des soviets contrôlés par l'intelligentsia bolchevik, et des gardes rouges qui, intégrés dans l'Armée rouge, finiront dans l'administration. A ces deux groupes s'ajoutent les membres de l'ancienne bureaucratie et du corps des officiers tsaristes, qui se rallient au nouveau régime, en petit nombre au début et en grand nombre lorsque les communistes décident de faire appel aux « spécialistes », à partir de 1918. C'est à ce moment-là que le parti passe de 250 000 à 600 000 adhérents, alors que par ailleurs le prolétariat se détache du parti : la composition sociale de cet afflux n'est donc pas un mystère. Enfin, il y a la direction du parti bolchevik elle-même, composée presque entièrement d'intellectuels bourgeois.



Lenin Plakat A. Strakhova (*Lenin: 1870-1924*) (1926).
Source : NYPL Digital Gallery

L'adhésion non idéologique d'une partie importante des couches populaires de la société russe au bolchevisme s'explique par le fait que les autres partis socialistes, les dirigeants mencheviks et socialistes-révolutionnaires

37. Pour la composition sociologique des couches dirigeantes du nouvel Etat soviétique, cf. le remarquable ouvrage de Marc Ferro, *Des soviets au communisme bureaucratique*, coll. Archives Gallimard-Julliard, auquel nous empruntons ces données.

ne reconnaissent pas la légitimité des instances dans lesquelles ces couches avaient trouvé une occasion de promotion sociale. La prise du pouvoir par les bolcheviks a garanti à ces couches leur intégration dans l'appareil d'Etat. « Pour la première fois, les classes populaires participent ainsi massivement à l'exercice du pouvoir, et en province peut-être de façon plus frappante encore qu'à Petrograd », dit Marc Ferro dans *Des soviets au communisme bureaucratique*. Les dirigeants bolcheviks de la vieille garde du parti disposent ainsi « d'une première clientèle, organiquement liée à eux, ces hommes et femmes qui sont plus encore solidaires du régime que les ouvriers demeurés ouvriers, ou les paysans demeurés paysans, et qui, tout en bénéficiant d'avantages que leur apporte Octobre, en attribuent le mérite autant à leur propre action qu'au parti bolchevik. Il se pourrait même que ces apparatchiki aient été plus inconditionnels du nouveau régime que bien des militants bolcheviks qui n'étaient pas nécessairement en accord avec la politique de leurs dirigeants ³⁸. »

La survie du régime stalinien n'aurait pas été possible par la simple terreur et s'il n'avait suscité une large adhésion. Makhno, déjà, considérait qu'une partie du prolétariat urbain trouvait son compte dans le soutien au régime ³⁹. Un aveu de Lénine confirme cette hypothèse : « ... si nous considérons Moscou – 4 700 communistes responsables – et si nous considérons la machine bureaucratique, cette masse énorme, qui donc mène et qui est mené ? Je doute fort qu'on puisse dire que les communistes mènent [...] C'est eux qui sont menés ⁴⁰. » Aveu terrible... La logique enclenchée par le parti bolchevik a créé une situation qui lui échappe complètement : une « dictature du prolétariat » avec 1 240 000 ouvriers, 5 millions de fonctionnaires (comparés aux 130 000 de l'ancien régime !) et 160 millions de paysans. Le parti au pouvoir a axé toute sa politique économique sur le développement des fonctions de direction de la production au lieu de libérer l'initiative locale des organisations de producteurs. C'est une armée où il y a trois fois plus d'officiers que de soldats. Et la seule solution que le parti envisageait pour réduire le phénomène bureaucratique était de « prolétarianiser » davantage l'appareil de direction, c'est-à-dire de soustraire encore plus de prolétaires aux usines...

Les bolcheviks oppositionnels, motivés par des considérations politiques, ne se heurtent pas seulement à la direction du parti et à Lénine mais à tout un appareil déjà constitué qui tient à conserver le *statu quo* : « De qui se composait cette vaste armée de permanents des Soviets qui s'est ruée sur les divers commissariats et commissions, directions et sections, bureaux et

38. Marc Ferro, *op. cit.*

39. Cf. Alexandre Skirda, *Les cosaques de la liberté*, p. 332, éd. JC-Lattès.

40. Œuvres complètes, tome 33, p. 293.

comités ? », demande *Kommounist* : « cette couche semi-intellectuelle, pas très riche de connaissances, qui n'avait pas de débouché sous l'ancien régime, alors qu'aujourd'hui, grâce au sabotage du personnel technique bien instruit, quiconque possède ne fût-ce que des connaissances quelconques ou même sait simplement compter, lire et écrire est devenu un homme précieux et nécessaire, auquel on se raccroche des deux mains » :

« Ces demi-intellectuels (commis de boutique, secrétaires, petits fonctionnaires, petits employés, etc.) qui n'auraient même pas pu songer à une "carrière" quelconque sous l'ancien régime, aujourd'hui "s'en sont sortis pour devenir quelqu'un" grâce à la révolution d'Octobre qui a provoqué une énorme demande pour toute espèce de techniciens et spécialistes ; dans l'ensemble [...] ils sont, bien entendu, intéressés à conserver leur situation privilégiée, et cette situation est effectivement privilégiée : un certains "poids" et une certaine considération aux yeux des gens de leur entourage, un traitement décent, une ration alimentaire supérieure, une multitude de petites faveurs et priorités, tout cela fait que le permanent soviétique moyen tient à sa place et cela ne le prédispose pas à l'audace révolutionnaire ⁴¹. »

Ces permanents soviétiques, sont devenus « un groupe social *conservateur* ». Dès juin 1918 apparaît une double coupure : entre le prolétariat et le parti ; entre les éléments les plus radicaux du parti et l'appareil. Prolétariat et opposition interne dans le parti se heurtent non seulement à la direction politique du parti mais à tout un appareil intermédiaire solidaire de la direction. Une nouvelle classe sociale est en train de se mettre en place, dont des textes tels que « Les tâches immédiates du pouvoir des soviets » sont de véritables exposés programmatiques. Lénine se trouve littéralement dans la position de ce « chef révolutionnaire » décrit par Engels qui se trouve contraint malgré lui de réaliser le programme d'une classe dont il n'est pas le représentant ⁴² :

« C'est le pire qui puisse arriver au chef d'un parti extrême que d'être obligé d'assumer le pouvoir à une époque où le mouvement n'est pas encore mûr pour la domination de la classe qu'il représente et pour l'application des mesures qu'exige la domination de cette classe. Ce qu'il *peut* faire ne dépend pas de sa volonté, mais du stade où en est arrivé l'antagonisme des différentes classes et du degré de développement

41. K. Sorin, paru dans *Kommounist* (revue des communistes de gauche), n° 4, juin 1918. Traduit par Marc Ferro dans *Des Soviets au communisme bureaucratique*.

42. Engels, *La Guerre des paysans en Allemagne*, éditions sociales, p. 149-150.

des conditions d'existence matérielles et des rapports de production et d'échange, qui déterminent, à chaque moment donné, le degré de développement des oppositions de classes. Ce qu'il *doit* faire, ce que son propre parti exige de lui, ne dépend pas non plus de lui, pas plus que du degré de développement de la lutte de classe et de ses conditions. Il est lié aux doctrines qu'il a enseignées et aux revendications qu'il a posées jusque-là, doctrines et revendications qui ne sont pas issues de la position momentanée des classes sociales en présence et de l'état momentané, plus ou moins contingent, des rapports de production et d'échange, mais de sa compréhension plus ou moins grande des résultats généraux du mouvement social et politique. Il se trouve ainsi nécessairement placé devant un dilemme insoluble : ce qu'il *peut* faire contredit toute son action passée, ses principes et les intérêts immédiats de son parti, et ce qu'il *doit* faire est irréalisable. En un mot, il est obligé de ne pas représenter son parti, sa classe, mais la classe pour la domination de laquelle le mouvement est précisément mûr. Il est obligé, dans l'intérêt de tout le mouvement, de réaliser les intérêts d'une classe qui lui est étrangère et de payer sa propre classe de phrases, de promesses et de l'assurance que les intérêts de cette classe étrangère sont ses propres intérêts. Quiconque tombe dans cette situation fautive est irrémédiablement perdu. »

Jamais aucune opposition interne au parti ne pourra obtenir l'adhésion des masses. Deux hypothèses peuvent expliquer ce fait.

La première est que le prolétariat russe ne voit dans les différentes oppositions internes que des querelles de chapelles entre fractions divergentes qui se concurrencent pour la direction d'un parti dont ils se sont de toute façon éloignés ;

La seconde est que toutes les oppositions choisiront, au moment décisif, la soumission au parti plutôt que la coupure, et que les dirigeants de ces oppositions se renieront et trahiront allègrement leurs propres partisans. On peut aussi ajouter que les opposants réclameront la démocratie à l'intérieur du parti lorsqu'ils estimeront qu'ils n'en profitent pas mais ne nieront jamais ou presque la nécessité de la dictature du parti sur la société civile.

« Sur l'infantilisme "de gauche" et les idées petites-bourgeoises » (mai 1918) fournit à Lénine l'occasion de faire une mise au point sur la nature du régime soviétique. Les communistes de gauche reprochent-ils à Lénine de vouloir instaurer le capitalisme d'Etat ? Lénine le revendique.

« Le capitalisme d'Etat serait un immense pas en avant *même si* (...) nous le payions *plus cher* qu'à présent, car cela vaut la peine de payer pour "s'instruire", car c'est utile aux ouvriers, car la victoire sur le dé-

sordre, la désorganisation, l'incurie est plus importante que tout, car la continuation de l'anarchie inhérente à la petite propriété est le pire, le plus grave des dangers, celui qui (si nous n'en venons pas à bout) nous conduira *certainement* à la faillite, tandis que si nous payons un tribut plus élevé au capitalisme d'Etat, cela ne nous nuira en rien, mais servira au contraire à nous conduire au socialisme par le chemin le plus sûr. Quand la classe ouvrière aura appris à défendre l'ordre d'Etat contre l'esprit anarchique de la petite propriété, quand elle aura appris à organiser la grande production à l'échelle de l'Etat, sur les bases du capitalisme d'Etat, elle aura alors, passez-moi l'expression, tous les atouts en mains et la consolidation du socialisme sera assurée⁴³. »

En septembre 1917, déjà, Lénine avait affirmé, dans « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer », que « le socialisme n'est pas autre chose que l'étape immédiatement consécutive au monopole capitaliste d'Etat » ; « le capitalisme monopolistique d'Etat est la préparation *matérielle* la plus complète du socialisme, l'*antichambre* du socialisme, l'étape de l'Histoire qu'*aucune autre étape intermédiaire ne sépare* du socialisme »⁴⁴. A l'époque, ceux qui allaient devenir les communistes de gauche n'avaient pas relevé.

« Le capitalisme d'Etat, dit encore Lénine dans « L'infantilisme de gauche » est, au point de vue *économique*, infiniment supérieur à notre économie actuelle. » Ensuite, le capitalisme d'Etat « ne contient rien que le pouvoir des soviets doive redouter », puisque l'Etat soviétique est un Etat où « le pouvoir des ouvriers et des pauvres est assuré », ce que les communistes de gauche, semble-t-il, n'ont pas compris, selon Lénine, car ils ne comprennent rien à l'économie politique, mais que tout marxiste est « obligé de reconnaître ». Parlons-en, justement. Selon Lénine, c'est la qualité de celui qui détient le pouvoir qui détermine la nature du système social dominant. Puisque la classe ouvrière détient le pouvoir – affirmation déjà très contestable pour la Russie de 1918 – le mode de production dénommé « capitalisme d'Etat » n'est pas une menace pour le socialisme. Une telle affirmation disqualifie définitivement Lénine comme penseur marxiste⁴⁵.

Le capitalisme d'Etat se définit donc comme un mode de production dans lequel l'ensemble du capital – des moyens de production – est détenu et géré par l'Etat. Par extension, c'est aussi un système où les moyens de

43. Lénine, Œuvres, tome 27, p. 354.

44. Lénine, Œuvres, tome. 25, pp. 388 et 390.

45. « Les rapports de production sont intimement liés aux forces productives. En acquérant de nouvelles forces productives, les hommes changent leur mode de production, et en changeant le mode de production, la manière de gagner leur vie, ils changent tous leurs rapports sociaux. » Marx, *La Sainte famille*.

production se trouvent entre les mains de gestionnaires désignés par l'Etat, qui assument la fonction de classe dominante. Les trotskistes refuseront de considérer ce système comme du capitalisme parce qu'il n'y a pas de « propriété privée », il n'y a pas de « titres de propriété ». *Il y a* un titre de propriété : c'est le décret du 28 juin 1918 qui nationalise les entreprises industrielles et qui déclare leur actif « propriété de la république socialiste fédérative soviétique de Russie » ; *il y a* une propriété privée, c'est celle qui est oligarchiquement détenue (c'est-à-dire détenue collectivement par une minorité) par les membres de l'appareil d'Etat, la bureaucratie. La notion de propriété collective d'une minorité est une parfaite banalité dans le capitalisme : les 100 000 actionnaires d'une grosse société se trouvent dans ce cas. Le capitalisme d'Etat n'est que la dernière étape du processus de concentration du capital, c'est la concentration ultime du capital. Pour Lénine, la concentration ultime du capital aux mains de l'Etat, c'est ça, le socialisme.

Le capitalisme d'Etat est pour Lénine un mode de production qui ne détermine pas des rapports de production :

« Pour éclaircir encore plus la question, donnons avant tout un exemple très concret de capitalisme d'Etat. Tout le monde sait quel est cet exemple : l'Allemagne. Nous trouvons dans ce pays le “dernier mot” de la technique moderne du grand capitalisme et de l'organisation méthodique *au service de l'impérialisme, des bourgeois et des junkers*. Supprimez les mots soulignés, remplacez l'Etat militaire, l'Etat des junkers, l'Etat bourgeois et impérialiste, par un *autre Etat, mais* un Etat de type social différent, ayant un autre contenu de classe, par l'Etat *soviétique*, c'est-à-dire prolétarien et vous obtiendrez *tout* l'ensemble de conditions qui donne le socialisme ⁴⁶. »

De tels propos sont une parfaite horreur du point de vue marxiste. Le pauvre Marx en aurait avalé sa barbe. Lénine suggère qu'il y a un mode de production, d'une part, et un Etat, de l'autre, les deux étant apparemment sans corrélation nécessaire et inévitable. On conserve le mode de production, mais on met « un autre Etat », de « type social différent », prolétarien. En termes marxistes, si on a un Etat de type social prolétarien, c'est qu'il y a des *rapports de production* de type prolétarien ; il ne devrait donc pas y avoir de raison d'aller chercher ailleurs un Etat. Mais pour Lénine, ce qui définit le type social d'un Etat, ce ne sont pas les rapports de production

46. « Sur l'infantilisme “de gauche” et les idées petites-bourgeoises », Œuvres, tome 27, p. 354-355.

mais les *intentions affichées* du groupe qui détient le pouvoir d'Etat. C'est de l'idéalisme pur et simple, un crime capital pour le marxisme. On retrouve là la vision « technologique » de la révolution chez Lénine. L'Allemagne constitue le modèle de la « technique moderne du grand capitalisme » : il suffit de plaquer sur ce modèle technique un « Etat prolétarien » et on a « l'ensemble de conditions qui donne le socialisme » ; il ne vient pas à l'esprit de Lénine que la technique moderne du grand capitalisme et de son organisation méthodique est *précisément* ce qui définit les rapports de production capitalistes, et que développer ces rapports de production dans un « Etat prolétarien » aboutit à créer un « Etat capitaliste » :

« Le socialisme est impossible sans la technique du grand capitalisme, conçue d'après le dernier mot de la science la plus moderne, sans une organisation d'Etat méthodique qui subordonne des dizaines de millions d'hommes à l'observation la plus rigoureuse d'une norme unique dans la production et la répartition des produits. » (*Ibid.*)

L'application mécanique d'un marxisme très « sollicité » conduit Lénine à considérer qu'il y a « deux moitiés de socialisme », séparées et voisines. L'Allemagne incarne « la réalisation matérielle des conditions du socialisme, les conditions économiques, productives et sociales », tandis que la Russie en représente des « conditions politiques ». En termes marxistes, on dirait alors que l'Allemagne aurait acquis des rapports de production socialistes sans Etat socialiste, tandis que la Russie aurait un Etat socialiste sans rapports de production socialistes. C'est absurdité totale.

L'économie de guerre allemande constitue pour Lénine le modèle à réaliser. En attendant que la révolution éclate en Allemagne « notre devoir est de nous mettre à l'école du capitalisme d'Etat des Allemands, de nous appliquer de *toutes nos forces* à l'assimiler, de ne pas ménager les procédés *dictatoriaux* pour l'implanter en Russie encore plus vite que ne l'a fait Pierre I^{er} pour les mœurs occidentales dans la vieille Russie barbare, sans reculer devant l'emploi de méthodes barbares contre la barbarie. » (*Ibid.*)

Il est significatif que pour les bolcheviks, la nature prolétarienne du régime provenait du caractère prolétarien affiché par ceux qui s'étaient emparés du pouvoir. De façon parfaitement idéaliste ils projettent sur la société ce qu'ils croient être eux-mêmes. A aucun moment la nature du régime ne pouvait dépendre de la nature des rapports existant dans la production. Pour Lénine, *les rapports de production ne sont pas un élément déterminant de la nature d'un système social !*

« Le socialisme n'est autre chose que le monopole capitaliste d'Etat *mis au service du peuple entier* et qui, pour autant, a cessé d'être un monopole capitaliste. »

L'organisation administrative et technique de la production, de la société entière, sont des éléments socialement *neutres*, ce qui est une aberration en termes marxistes. L'Etat lui-même est une superstructure neutre : tout dépend qui le dirige. *Lénine était en fait sur les positions de Lassalle*, que Marx avait féroce­ment combattues !

Les positions de Lénine n'étaient pas acceptées sans critique par le parti. Au premier congrès panrusse des conseils économiques régionaux, qui se tint à Moscou du 24 mai au 4 juin 1918, Lénine défendit la discipline au travail, la gestion d'un seul homme et l'emploi de spécialistes bourgeois. Ossinsky, soutenu par Smirnov, membre de l'opposition de gauche, et par nombre de délégués régionaux, défendit la démocratisation de l'industrie et s'en prit au salaire aux pièces et au taylorisme. Un délégué, Lomov, défendit l'extension du contrôle ouvrier et déclara : « la centralisation bureaucratique (...) est en train de paralyser les forces du pays. On ôte aux masses tout pouvoir créateur réel dans tous les secteurs de notre économie ⁴⁷. »

Denikinskaia banda (La bande de Dénikine) (1925).
Source : NYPL Digital Gallery.

L'opposition de gauche exigeait que les deux tiers des sièges aux conseils d'administration des entreprises aillent à des représentants ouvriers élus. Elle réussit à faire passer cette résolution dans une sous-commission du congrès, ce qui rendit Lénine furieuse contre cette « décision stupide ». Une séance plénière du congrès corrigea cette « erreur » en mettant sur pied une structure hiérarchique complexe au sommet de laquelle le Conseil supérieur de l'économie nationale (la Vesenska, créée en décembre 1917) détenait le droit de veto. Le congrès accepta le principe du salaire aux pièces et les primes de rendement.



47. Cité par Brinton, *op. cit.*

Lénine, lors de la prise du pouvoir, s'était opposé à la nationalisation totale des moyens de production. Certaines industries avaient été nationalisées par décret, d'autres avaient été expropriées de fait par les comités d'usine, dans d'autres cas les propriétaires étaient encore en place bien qu'étroitement contrôlés par les comités d'usine. Les communistes de gauche réclamaient la nationalisation, qui aurait évité la confusion.

La nationalisation allait dans le sens des revendications de l'opposition de gauche, qui considérait qu'elle était un fondement essentiel du socialisme. Radek, qui était dans l'opposition de gauche, retourna sa veste et se rallia à Lénine : il accepta le principe de la gestion uninominale contre les décrets de nationalisation de juin 1918 qui, à son avis, garantissaient le fondement prolétarien du régime. Boukharine aussi rentra au bercail, abandonnant Ossinsky, qui forma le groupe Centralisme démocratique.

C'est pendant le premier congrès panrusse des conseils économiques régionaux qu'eurent lieu des soulèvements dans l'Oural, en Sibérie et dans le sud-est de la Russie, qui marquèrent le début de la guerre civile. La menace de l'intervention étrangère avait motivé la nationalisation et allait aboutir à une centralisation accrue et à une militarisation de l'économie. Le communisme de guerre, qui allait commencer, allait aboutir à la perte du peu de pouvoir qui restait à la classe ouvrière russe.

C'est à cette époque qu'eut lieu la première conférence panrusse des anarcho-syndicalistes. Ils réclamaient l'abolition immédiate du Sovnarkom⁴⁸ et son remplacement par une fédération de soviets libres choisis directement dans les usines et les villes et débarrassés de ces « politiciens bavards qui parviennent à s'y immiscer en s'inscrivant sur les listes des partis qui transforment [les soviets] en salon où l'on cause »⁴⁹. La conférence appelait également les ouvriers et les paysans à prendre les armes pour se substituer à l'armée, considérée comme inadaptée.

Le programme de communisme de guerre est fermement rejeté. Dans le domaine agricole, les anarcho-syndicalistes affirment que la politique du pouvoir allait créer un nouveau servage et que la paysannerie serait la victime des koulaks et de l'Etat. Ils préconisaient le partage équitable des terres et la formation progressive de communes paysannes autonomes. Ils exigeaient la cessation immédiate des réquisitions de céréales par l'Etat et proposaient de confier la distribution des vivres à des organisations mixtes, composées d'ouvriers et de paysans.

La résolution sur la situation dans l'industrie accuse le gouvernement d'avoir trahi la classe ouvrière en supprimant le contrôle ouvrier au profit de

48. *Soviet Narodnykh Komissarov*, équivalent du Conseil des ministres.

49. Paul Avrich, *Les anarchistes russes*, F. Maspéro, p. 218.

méthodes capitalistes telles que la direction d'un seul, la discipline dans le travail, l'emploi de spécialistes bourgeois. La résolution accuse également les bolcheviks d'avoir abandonné les comités d'usine pour les syndicats, qualifiés d'« organisations mortes » et d'avoir créé un « monstre », le capitalisme d'Etat. On ne pourra se débarrasser de la dictature politique et du capitalisme d'Etat sans une « révolution totale et immédiate » faite par les travailleurs eux-mêmes.

**RÉSOLUTIONS DE LA 1^{re} CONFÉRENCE
DES ANARCHO-SYNDICALISTES**

MOSCOU, 25 AOÛT-1^{er} SEPTEMBRE 1918 ⁵⁰

a) Sur le moment présent

Considérant que notre révolution est une révolution sociale qui doit provoquer l'embrassement mondial d'un affrontement décisif des classes ; et prenant en considération qu'elle se trouve actuellement sous la triple menace contre-révolutionnaire de la bourgeoisie étrangère, de la contre-révolution intérieure et du parti actuellement dominant, devenu contre-révolutionnaire après la conclusion de la paix de Brest-Litovsk et de la trahison du prolétariat et de la paysannerie de Pologne, de Lituanie, d'Ukraine, de Finlande et autres – la 1^{re} conférence panrusse des anarcho-syndicalistes estime indispensable et de toute urgence d'organiser ses forces pour la lutte contre les ennemis de la Révolution et de la classe ouvrière afin de poursuivre et approfondir la Révolution commencée.

Dans ce but, la conférence des anarcho-syndicalistes recommande aux camarades, en ce moment donné, de tendre à réaliser et d'imprégner la conscience des classes laborieuses de la nécessité de lutter pour :

- 1.– La suppression du capitalisme d'Etat et de tout pouvoir ;
- 2.– La révolution communiste, sur le plan politique, par l'union des soviets libres sur la base du fédéralisme ; la révolution syndicaliste, sur le plan économique, par une même union des organisations indépendantes des ouvriers et paysans sur une base de production.
- 3.– La création de soviets libres de délégués des ouvriers et paysans, et la suppression de l'institution des commissaires du peuple, en tant qu'organisation hostile aux intérêts de la classe ouvrière.

50. Cf. *Les anarchistes dans la révolution russe*, La Tête de feuilles, 1973, textes recueillis et traduits par Alexandre Skirda.

4.– La suppression de l'armée, en tant qu'institution, et l'armement général des ouvriers et paysans, en montrant l'absurdité de la « patrie socialiste », car il n'y a que le monde entier qui puisse être tel.

5.– Le combat contre la réaction blanche, comme par exemple les Tchécoslovaques et autres mercenaires de l'impérialisme mondial, sans oublier que le parti anciennement archi-révolutionnaire des bolcheviks est devenu le parti de la stagnation et de la réaction.

6.– Le transfert de la question du ravitaillement entre les mains des organisations paysannes prolétariennes, l'arrêt des réquisitions forcées et des mesures policières à la campagne ; de telles mesures provoquent l'hostilité des paysans envers les ouvriers, affaiblissent le front révolutionnaire et font le jeu de la contre-révolution.

b) Sur les soviets

Prenant en considération :

1.– Le rôle des soviets dans la lutte contre la contre-révolution ;

2.– Le mécontentement des ouvriers vis-à-vis de la tactique des bolcheviks à l'égard des soviets et des autres organisations ouvrières, qui ne fait que croître ;

3.– La dictature des bolcheviks sur les soviets et les organisations ouvrières qui pousse les ouvriers à droite, vers l'Assemblée constituante ;

4.– Que pour sortir la Révolution de l'impasse, il faut une grande énergie et une pleine responsabilité de la part des travailleurs, et qu'il est pour cela nécessaire de restaurer les soviets en tant qu'organisations purement de classe ;

5.– Que les travailleurs doivent avoir des soviets une compréhension plus claire et déterminée, afin de mener un combat victorieux,

Nous, anarcho-sindicalistes, déclarons :

1.– Nous sommes pour les soviets qui tendent à la destruction des formes centralistes actuelles ;

2.– Nous avons lutté et lutterons pour les soviets, en tant que forme politique transitoire, car nous considérons que la fédération des villes et des communes libres apparaît comme la forme politique transitoire de la société, devant inévitablement mener à la suppression totale de l'Etat et au triomphe définitif du communisme ;

3.– Nous sommes pour les soviets, mais sommes catégoriquement contre le Soviet des commissaires du peuple, en tant qu'organe ne découlant pas de l'œuvre des soviets, mais au contraire ne faisant que la gêner ;

4.– Nous sommes pour les soviets réellement représentatifs, organisés sur des bases collégiales, sous réserve d'une délégation directe des ouvriers et paysans d'une usine donnée, d'une fabrique, d'un village, etc., et non de

politiciens bavards y entrant sur des listes de parti et qui transforment les soviets en salons de bavardages démagogiques ;

5.– Nous sommes pour la fédération des soviets, où les soviets locaux autonomes s'unissent sur le plan du district et de la région ; et aussi pour que périodiquement des congrès généraux panrusses s'assemblent et s'organisent en commissions conçues sur le modèle du soviet ;

6.– Nous sommes pour les soviets libres ne prenant de mesures qu'après consultation des électeurs locaux. A cette fin, la Conférence des anarcho-sindicalistes recommande aux camarades d'entrer dans les soviets locaux qui se tiennent à l'écart des comités centraux de tous les partis possibles, s'il est encore possible d'y mener un travail libre et créateur.

c) Sur les comités d'usine et de fabrique et les syndicats

1.– Il est indispensable de procéder à une transformation radicale et immédiate de l'économie du pays, la bourgeoisie impérialiste l'ayant acculée, par la guerre et le gaspillage, à une situation désespérée ; il faut abolir le système capitaliste d'Etat et le remplacer par un système socialiste basé sur des principes communistes libertaires.

2.– Les organisations ouvrières doivent jouer le rôle le plus actif dans cette œuvre, chacune sur son terrain défini par la vie, sans permettre en cela aucune intervention de l'Etat ou d'organisations étatiques.

3.– Les syndicats, ainsi que l'a montré la révolution actuelle, ne peuvent être l'axe du mouvement ouvrier, du fait qu'ils ne correspondent pas à la situation politique et économique changeante actuelle, ni par leur forme, ni par leur nature.

A présent, une nouvelle forme d'organisation ouvrière correspond pleinement aux nouvelles formes révolutionnaires de la vie économique et politique, tant par ses structures que par sa nature.

Cette nouvelle forme d'organisation est le produit de la grande révolution laborieuse : les comités d'usine et de fabrique. Dorénavant, le centre de gravité des aspirations ouvrières doit se transporter dans cette forme d'organisation.

4.– Les syndicats – dans leur sens habituel – sont des organisations mortes. Désormais, ils apparaissent comme une section du comité d'usine et de fabrique, menant un travail complètement autonome dans les secteurs suivants :

- éducatif et culturel (seulement là où les organisations prolétariennes culturo-éducatives n'ont pas pris corps) ;
- de solidarité ;
- dans les cas d'aide individuelle, où le comité d'usine, la bourse du travail et la coopérative ouvrière de consommation n'ont pas à intervenir.

5.– Le comité d'usine et de fabrique est la forme organisationnelle de combat de tout le mouvement ouvrier, considérablement plus achevée que les soviets de délégués ouvriers, paysans et soldats, du fait qu'il apparaît comme l'organisation autogérée de production à la base et parce qu'il se trouve sous le constant et vigilant contrôle des ouvriers. C'est sur lui que la révolution fait reposer l'organisation de la vie économique à partir des principes communistes.

Là où il n'est pas possible de créer des comités d'usine et de fabrique, les syndicats remplissent leurs fonctions.

6.– Le comité d'usine et de fabrique est notre organisation future, jeune et dynamique, pleine de vie et d'énergie ; les syndicats notre organisation ancienne, vieille et usée.

Le comité d'usine et de fabrique est l'une des formes les plus achevées d'organisation ouvrière, dans les limites de l'ordre étatique et capitaliste actuel en train de crouler ainsi que le premier organe social de base dans la future société communiste libertaire.

Toutes les autres formes d'organisation ouvrière doivent s'effacer devant lui, car elles ne peuvent être que ses ramifications.

Avec l'aide des comités d'usine et de fabrique et de leurs unions, réalisées fédérativement, la classe ouvrière anéantira aussi bien l'esclavage économique actuel que son nouvel aspect, le capitalisme d'Etat, qui se fait appeler « socialisme ».

Volny Golos Trouda (La Voix libre du travail) a remplacé *Golos Trouda* interdit en mai, et sera de nouveau interdit en septembre après quatre numéros. Les libertaires se lancent dans une critique violente du capitalisme d'Etat. Le journal de la Fédération anarchiste de Briansk déclarait que sous la domination bolchevique, l'Etat était devenu « une espèce de machine terrifiante, un formidable réseau qui cumulait toutes les fonctions : à la fois juge, éducateur, fabricant de saucisses, entrepreneur, collecteur d'impôts, chef de la police ; c'est lui qui fait cuire la soupe, qui extrait le charbon ; c'est lui qui laisse les hommes moisir en prison, qui mobilise les troupes et brode les décorations ⁵¹... »

Volny Golos Trouda fait une critique en règle du capitalisme d'Etat dans un article, « Les chemins de la révolution », signé « M. Sergven » mais dont tout laisse à penser qu'il s'agit de Grigori Maximoff. Les paysans et les ouvriers sont désormais sous la domination d'« une nouvelle classe d'administrateurs, nouvelle classe issue pour une large part de

51. Paul Avrich, *op. cit.*, p. 219-221.

l'intelligentsia ». Cependant, l'article se démarque de la critique habituelle dénonçant les bolcheviks comme traîtres à la révolution. Dans l'article en question, écrit Avrigh, les bolcheviks « ne sont pas obligatoirement des cyniques qui, de sang froid et avec une habileté machiavélique, ont édifié une nouvelle structure de classes destinée à satisfaire leur soif de pouvoir. Il est fort possible qu'ils aient été inspirés par un réel désir de remédier aux souffrances humaines. Cependant, ajoutait amèrement l'auteur, si l'on instaure un pouvoir centraliste, les meilleures intentions du monde ne peuvent aboutir. De la centralisation de l'autorité résulte inexorablement la division de la société en administrateurs et en ouvriers. (...) Une fois séparées les fonctions de direction et de travail, la première étant l'apanage d'une minorité d'"experts", et la seconde le lot des masses ignorantes, toute possibilité de dignité et d'égalité est détruite. »

L'article conclut en disant que la Russie est entrée, sous la direction de Lénine, dans une période de capitalisme d'Etat, non de socialisme, et que ce capitalisme d'Etat est « une nouvelle digue élevée contre le flot de notre révolution sociale » : ceux qui croyaient que la classe ouvrière était assez nombreuse et puissante pour abattre cette digue ne se rendent pas compte que la nouvelle classe d'administrateurs et de fonctionnaires constitue un adversaire redoutable. L'auteur, enfin, déplore que les anarcho-sindicalistes aient été trop mal organisés pour empêcher que la révolution ne dévie – un thème qu'on trouve souvent dans les écrits de Maximoff. Celui-ci s'en prend aux rêveurs du camp anarchiste et aux « visionnaires romantiques » qui avaient la nostalgie des utopies pastorales et oubliaient la « complexité des forces à l'œuvre dans la société moderne ».

Maximoff et les anarcho-sindicalistes furent féroce­ment accusés par une partie du mouvement d'être des « Judas anarcho-bureaucratiques ». Un autre article qualifiait le système de « communisme d'Etat », en opposition au communisme anarchiste. *Volny Golos Trouda* fut immédiatement interdit.

Ce journal, durant sa brève existence, avait prôné la constitution d'une confédération panrusse des anarcho-sindicalistes dont l'objectif aurait été de pousser la révolution hors de sa voie centraliste et bureaucratique. Une seconde conférence panrusse des anarcho-sindicalistes se réunit en novembre 1918, et le premier point à l'ordre du jour fut celui de la création d'une organisation à l'échelle nationale. Les délégués exprimèrent également le souci d'avoir des contacts plus étroits avec le mouvement anarchiste à l'étranger. La conférence résolut d'intensifier la propagande parmi les ouvriers de l'industrie avec pour mot d'ordre la décentralisation en économie et en politique. Les délégués reconnaissaient que l'Etat ne pouvait disparaître du jour au lendemain mais entendaient remplacer l'Etat bolchevik par une confédération de soviets libres qui assurerait une transition vers une

société sans Etat. Selon Avrich, cette confédération n'eut qu'une existence nominale après la conférence :

« Il semble que le Bureau exécutif n'ait guère eu de succès dans ses tentatives pour coordonner les activités des clubs et des cercles constituant le mouvement syndicaliste, pour augmenter de manière appréciable le nombre de leurs adhérents ou étendre leur influence sur les comités d'usine et les syndicats. Le bureau ne parvint pas davantage à faire cesser les querelles avec les anarcho-communistes. Au début de 1919, une poignée d'anarchistes connus représentant les deux tendances du mouvement (en particulier Nikolaï Pavlov et Sergueï Markous pour les syndicalistes, Vladimir Barmach, German Askarov et I.S. Bleikhman pour les anarcho-communistes) firent une timide tentative de rassemblement en créant l'Union des anarcho-syndicalo-communistes. Mais cet essai comme tous les précédents se solda par un lamentable échec ⁵². »

L'initiative dont il est question eut lieu en novembre 1918. Elle intervint beaucoup trop tard, car à cette date l'Etat bolchevik avait déjà largement pris en main l'ensemble des rouages politiques et économiques du pays et mis en place un appareil de répression jamais vu. On pourrait multiplier les indicateurs montrant le début de la contre-révolution, *dès avant la guerre civile* :

- le Politburo devient l'organe dirigeant du parti ;
- l'appareil du parti se centralise complètement ;
- décembre 1917-janvier 1918 : remplacement, dans les syndicats, des élections par les nominations par les instances du parti ; liquidation des comités d'usine ; les soviets sont épurés des partis non bolcheviks (automne 1918) ;
- mars-août 1918 : désarmement des gardes rouges ; retrait de tout pouvoir aux soviets locaux ; les membres des soviets sont nommés par l'appareil du parti ; répression des SR de gauche et des anarchistes et suppression de leurs journaux.
- la police est prise en main : centralisation de la Tchéka ;

Un indicateur semble cependant particulièrement pertinent : l'évolution du pourcentage des délégués bolcheviks au congrès panrusse des soviets entre juin 1917 et novembre 1918 :

52. Paul Avrich, *op. cit.*, p. 224.

Juin 1917	13 %
Novembre 1917	51 %
Janvier 1918	61 %
Avril 1918 :	64 %
Juillet 1918	66 %
Novembre 1918 :	97 %

Pierre Broué, qu'on ne peut soupçonner d'antipathie à l'égard des bolcheviks, résume parfaitement la question : « Comment les bolcheviks pourraient-ils accepter la libre confrontation des idées et la libre compétition dans les élections aux soviets quand ils savent que les neuf dixièmes de la population leur sont hostiles », et sachant par ailleurs que les mencheviks et les anarchistes représentent désormais « une force réelle parmi les ouvriers »⁵³ ?

On peut dire sans risque d'erreur qu'à partir de novembre 1918, la classe ouvrière russe est définitivement écrasée.

53. Broué, *Le Parti bolchévique*, p. 156.

